

n° 762 - 4 F

DU 17 AU 23 NOV 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

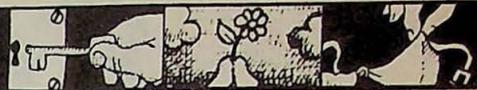
tribune socialiste

Octobre 17
Octobre 77

conseil national

pour un front

autogestionnaire



Le comité d'action lycéen des lycées techniques de Valence s'inquiète. A la rentrée, dans le « techn », on a fait cours assis par terre. On a fait la queue au self-service jusqu'à une heure et demie. On a travaillé sur des machines considérées comme dangereuses sans avoir été soumis à la visite médicale obligatoire. On a bouffé de la poussière. Et on a fait grève. Parce qu'on manquait d'agents de service, de médecin scolaire, d'équipements pour les salles de classe, de prof de maths, de locaux pour le foyer...

Démarches administratives. Grève — des lycéens du technique, de leurs profs, des agents de service, des parents d'élèves. Conseil d'administration extraordinaire. Redémarches. Re-grève — avec l'appui de tous les lycéens de Valence solidaires du technique, le 30. Occupation du lycée... On a bien gagné un poste et demi d'agent de service, un mur coupe-vent à l'entrée du self, un complément d'aménagement des salles de classe, un remplaçant pour le prof de math malade.

On reste loin du compte ! ■

Un maire contre EDF

Le 18 octobre dernier, Electricité de France a entrepris des « travaux préparatoires » sur le site prévu pour la construction d'une centrale nucléaire sur le territoire des communes de Cruas et de Meysse. Travaux engagés en l'absence du décret d'utilité publique, en préjugant de la conclusion favorable du Conseil d'Etat ; en l'absence également du décret d'autorisation de création et autres permis de construire pour les clôtures.

Par arrêté en date du 8 novembre, le maire de Meysse, Jacques Chauveton, qui n'avait pas été informé du début des travaux, fort de l'opposition de plus de 91 % de ses administrés, a ordonné l'interruption des travaux sur le territoire de sa commune. Cet arrêté sera notifié aux entreprises travaillant sur le site et à EDF, et transmis au procureur de la République et au préfet de l'Ardèche. Ainsi, pour la première fois, un maire use de ses prérogatives pour s'opposer à la politique du fait accompli pratiquée par EDF en matière d'électro-nucléaire. Un exemple à suivre. ■

Déchets radioactifs à Metz ?

Samedi 5 novembre, vers 13 h 15, un groupe d'inconnus bien organisés ont déversé dans les rues de Metz plus de 2 000 bidons d'huile, ornés du signe « radio-activité », sur lesquels on pouvait lire : « danger radioactivité - danger Cattenom ». Même opération commando à Thionville et Nancy. Chacun sait en effet, dans la région, qu'une centrale nucléaire doit être construite à Cattenom, près de Thionville. Heureusement, quelques heures plus tard, une cinquantaine de membres du collectif antinucléaire de Metz (1), en blouse blanche, certains avec un masque à gaz — on n'est jamais trop prudent — conduisaient un camion à travers les rues de la ville et ramassaient les bidons avec l'approbation méfiante de la police municipale qui avait failli s'affoler. Puis, ils ont porté leur cargaison devant l'hôtel de ville. M. Rausch, sénateur-maire, que personne n'appelle plus là-bas que « Monsieur Propre » depuis sa nomination comme délégué anti-pollution, n'a hélas pas voulu recevoir les courageux sauveteurs ni leur indiquer que faire de ces déchets.

Aura-t-il compris qu'il s'agit, dans la réalité, d'un fardeau bien encombrant et qu'il faudrait sans doute y songer dès aujourd'hui ? ■

Adresse : CAM, rue principale, 57 Fouligny, Metz.



Le 10 novembre, Garges-les-Gonesses portait le deuil de Lucien Melyon, ce jeune Guadeloupéen de 17 ans, assassiné par un membre du service d'ordre d'un concert pop. Une foule immense, très jeunes et moins jeunes, soudés par un même chagrin, une même colère contre cette violence absurde qui a tué ce jeune homme, leur ami, leur fils qui n'avait qu'un tort, celui d'aimer la musique. Ils étaient là pour manifester leur douleur, certes, mais aussi pour clamer : plus jamais le fascisme derrière notre porte, au coin de la rue. ■

Folk tous azimuts

- As-tu acheté ton Escargot-Folk ?
- Mon Escargot-quoi ?
- Ton Escargot-Folk. Le seul-mensuel-d'actualité-consacré-à-la-musique-traditionnelle-à-la-musique-populaire-et-au-folk. Un machin avec un calendrier de toutes les fêtes folk de France, des adresses, des dossiers, des partitions, des bandes dessinées, des chanteurs qui causent...
- Bon d'accord. Mais y'a folk et folk. Quel folk à l'Escargot-Folk ? Le breton ? L'occitan ? l'Amerlok ? Le québécois ?...
- T'affoles pas. A l'Escargot, on cultive pas la folkomanie de clocher. On gratte pour tous les pays, sur tous les instruments, dans tous les temps. La gavotte bretonne avec le zouk antillais. Le turlutage québécois avec la bourrée d'Auvergne. La vielle du temps jadis avec le banjo des pionniers...
- Ben alors, qu'est-ce que t'attend pour m'offrir un abonnement (50 F) à ton Escargot-Folk ?
- Va te faire voir au kiosque. Pour 5 F tous les mois tu l'auras, ton Escargot-Folk ! ■



● **Vendredi 18 novembre (Lyon)**: de 17 h 30 à 23 h à la Bourse du travail, présentation d'une plate-forme commune (UD CFDT, CSCV, PS, PSU) sur le thème « Pour une politique énergétique nouvelle ».

● **Samedi 19 novembre (Joef)**: réunion de l'association Lorraine des élus autogestionnaires. Renseignements: H. Begorre, Champ-le-Bœuf, 54320 Maxéville.

● **Samedi 19 novembre (Amiens)**: de 14 à 19 h « Le nucléaire en question ». Projection de films: *Condamnés à réussir*, *Nucléaire, danger immédiat*, débat, expo et animation enfants. Tout cela à la Salle Dewailly dont on ne nous a pas communiqué l'adresse!

● **Jeudi 24 et vendredi 25 novembre (Saint-Omer)**: la cour d'assises jugera A. Leplat et D. Vermeerch. Aucune preuve, aucun aveu ne peut être retenu contre eux. Le CAP sera présent au procès et appelle à une assistance nombreuse. Pour l'heure: (le CAP: 254 09 09.)

● **Vendredi 25 novembre (Reims)**: meeting PSU avec Michel Mousel à la salle municipale à 20 h 30, 7, rue Armonville, Quartier Saint-Rémy.

● **Samedi 26 novembre (Vitry-le-François)**: de 14 h à 23 h le PSU de Vitry-Pargny propose un programme d'animation politique sur le thème « Vivre, produire, travailler autrement ». Film, théâtre, débat, buffet. Tout cela à la MJC.

● **Samedi 26 novembre (Neufchâteau)**: réunion de l'association des élus autogestionnaires. Renseignements: (28) 96 58 83.

● **Samedi 26 novembre (Paris)**: 4 heures sur la Tanzanie. Film, débat, montage diapo. Pour plus de détails: 878 55 54.

● **Samedi 26 novembre (Paris)**: conférence-débat organisée par la Maison basque « La gauche basque ». A 20 h 30, 10, rue Duban dans le 16^e M^o Muette ou Passy.

● **Samedi 26 et dimanche 27 (Paris)**: Congrès du MRAP. Pour tous ceux que cela intéresse,

renseignements au MRAP, 120, rue Saint-Denis, 75002 - Paris, tél. 233 09 57.

● **Samedi 26 et 27 novembre (Paris)**: Forum pour une défense populaire non nucléaire. Renseignements et inscriptions (celles-ci avant le 22), auprès de J. Sémelin, 19, rue Pascal, 75005 - Paris, tél. 337 76 64. Participation: 15 F.

● **Le comité de défense contre la centrale nucléaire Saint-Maurice-Saint-Alban** annonce la tournée du clown atomique Kergrist dans la Vallée du Rhône: le 1^{er} décembre à 20 h 30 salle Alblet à Chavanay; le 2 décembre à 20 h 30 salle municipale des Roches de Condrieu et le samedi 3 décembre à 20 h 30 au foyer municipal de Roussillon.

● **Samedi 3 et dimanche 4 décembre (Rennes)**: le CRIDEV (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) organise un week-end de travail sur le thème l'information dans le tiers monde. Ce week-end est ouvert à tous. Renseignements: CRIDEV, 21, rue de l'Alma 35100 - Rennes (99) 30 41 29.

● **Samedi 3 décembre (Noisy-le-Sec)**: Fête du PSU à la MJC Gérard Philippe de 16 h à 24 h. Jazz, bal folk, débat sur Lip et film sur la lutte à Besançon. Des bouquins, des disques, des expos, des artisans et de la bouffe. Participation au frais 5 F. Prenez vos billets à l'avance: PSU, B.P. 80, Noisy-le-Sec 93130.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette! (C'est plus vrai que jamais!).

HUMEUR

Stakhanov, heureusement était un escroc

Fort heureusement, le citoyen soviétique Stakhanov, le mineur stalinien qui avait élevé le travail à la hauteur d'une religion de compétition, est mort le jour même où l'on célébrait le soixantième anniversaire de la Révolution d'octobre. Avec ses cent quarante et quelques tonnes de charbon arrachées en une journée au carreau d'une mine soviétique, il a bouleversé l'économie de son pays. Quelques jours de séjour en URSS permettent de le vérifier.

Lorsque les ingénieurs de Fiat, il y a quelques années, ont débarqué à Togliattigrad pour y monter une super usine de montage de voitures, ils ont appris à leurs dépens à quel point le stakhanovisme avait fait des ravages: à peine avaient-ils mis au point les chaînes de production que les techniciens russes qui les assistaient leur expliquaient que, s'ils maintenaient les cadences projetées, c'est-à-dire en gros celles qui sont d'usage courant en Italie, la direction allait se retrouver avec une révolte sur les bras. Ils s'empressèrent donc, après quelque temps de quiproquo, de ralentir le rythme d'un bon tiers.

Si dans un restaurant moscovite il est rigoureusement impossible de se faire servir de l'omelette quand le menu officiel prévoit des œufs sur le plat, il n'y a pas de la mauvaise volonté: c'est simplement que toute distorsion du plan de production du restaurant entraînerait ipso facto une diminution de la productivité brute.

Si dans telle usine de la Volga on réussit, à l'arrachée, à finir les murs des ateliers avant d'y installer les énormes machines qui n'entrent pas par les portes, c'est uniquement pour faire honneur au mineur glorieux. Pas pour prendre trois semaines de vacances sous prétexte que, les murs étant terminés, il ne reste plus rien à faire faute de machines...

Mais je déforme la réalité: en fait, en règle générale, Stakhanov est toujours à l'honneur du 20 au 30 du mois. Les dix jours pendant lesquels tout le monde se prend de passion pour le bouclage du Plan. Période hautement éreintante qui justifie ensuite que l'on se repose largement. Ne serait-ce que pour trier tout les produits invendables. C'est de toutes façon pendant ces dix jours que parviennent les matières premières ou les pièces détachées que les autres usines commencent à produire dans la fièvre à partir, précisément, du 20 du mois.

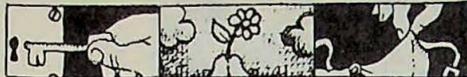
Un problème reste à résoudre: qui a commencé le premier à produire à partir de la seconde moitié du mois? Une théorie existe: cela date de Stakhanov, celui-ci aurait reçu une sévère correction de la part de ses camarades mineurs. Mais c'est peut-être une légende.

Conséquence de ce stakhanovisme institutionnalisé: en général, lorsqu'ils achètent un produit manufacturé, les Soviétiques regardent la date de fabrication. Si c'est après le 15, ils font la gueule, craignant qu'il y manque trop d'éléments.

En fait, disons-le clairement pour éclairer ces anecdotes authentiques: les Soviétiques ont inventé le droit à la paresse et à la vodka grâce au fameux Stakhanov.

Tout simplement parce que ce héros de l'Union soviétique, du strict point de vue de l'industrialisation et de la production, était un escroc: il a pris sa retraite de mineur à 34 ans et a coulé le reste de ses jours, après son exploit, à l'université puis dans un petit bureau peinarde du ministère de l'Industrie d'où il faisait travailler les autres. Les Soviétiques le savaient...

C.-M. VADROT ■



Ils rendent vachement service à la classe

J'ai respiré enfin après avoir lu chez un copain le document du collectif de base qui était dans PH. Pour la première fois des ouvriers s'exprimaient librement et longtemps sans qu'on leur coupe la chique. Ce n'était pas un document simple pour moi. Mais pourtant j'ai tout compris. En tout cas le principal : ce qui a été passé sous silence par les quelques canards qui en ont parlé, c'est-à-dire que la direction du PS ne « trahit » pas, puisque la social-démocratie a toujours été à droite et que c'est même peut-être pire que du temps de la SFIO. Il n'y a donc pas tout à coup un virage à droite. Si c'est vrai que ce document a été écrit, comme le disent les journalistes de PH, avant la réunion du sommet de la sainte trinité de gauche, ces gars et ces filles n'avaient pas que du flair... Ils rendent vachement service à la classe ouvrière car ils nous ouvrent les yeux sur tout un tas de choses.

Mais la discussion n'est pas mon fort et je laisse d'autres copains dire ce qui ne colle pas et ce qu'on pourrait faire. Je suis plus à l'aise dans l'action, dans les questions pratiques. Alors je vous propose deux choses pour qu'il y ait un vrai débat à la base : imprimer à bon marché une brochure de grande diffusion ; la première partie reproduirait en entier le document du collectif de base, la réponse de *Tribune socialiste* et le plus possibles de lettres ou d'interviews de travailleurs sur le tas ; la seconde partie serait laissée en blanc pour qu'on fasse circuler cette brochure de mains en mains dans les ateliers et dans les quartiers, pour que chacun écrive directement sur les pages blanches ce qu'il pense vraiment, les problèmes qu'il se pose ou qu'il pense importants ; tout ça naturellement sans qu'on lui tienne la main. On pourrait appeler cela le « livre blanc des travailleurs »...

Deuxième proposition : Michel Mousel ne pourrait-il par exemple passer des

articles dans plusieurs journaux, y compris *Le Monde* que lisent beaucoup même les travailleurs ? Il y parlerait de ce vrai débat et donnerait, comme ça, un coup de pouce pour qu'il prenne rapidement de l'ampleur.

La discussion à partir de textes de travailleurs, la parole libre aux travailleurs... ça changerait drôlement de la cuisine habituelle qu'on doit, bonne ou mauvaise, ingurgiter comme à la cantine, non ?

Pierre BUQUET ■

Trop de jeunes loups et de vieux collabos...

J'ai lu les deux publications du collectif de base accueillies par Politique-Hebdo... Ce collectif de base effleure trop de problèmes — dont il faut pourtant débattre — pour que ça soit possible d'y faire écho dans une lettre. Je me limite donc à aborder un seul sujet. Les 47 tranchent, par un raccourci, sur le problème de l'autogestion. On comprend leur agacement. Cette option est restée non seulement confuse mais véritable auberge espagnole, elle a surtout servi jusqu' alors à diluer et dériver la conscience de classe. Une aspiration peut être juste mais devenir un piège, si on ne résoud pas, d'abord, un certain nombre de questions préalables.

On ne peut pas nier la nécessité, pour les opprimés, de s'organiser solidement. Mais on constate que l'organisation prend le pas sur la volonté collective. Il est évident qu'il ne peut pas y avoir de combat révolutionnaire sans une organisation très stricte. L'ennui c'est qu'elle crée des grands chefs et des petits chefs qui prennent l'habitude de le rester. Comment résoudre ce vieux mais très actuel problème ? J'avoue que je n'en sais rien, la révocabilité permanente étant un garde-fou indispensable mais insuffisant.

Une seconde question préalable c'est celle du processus de pouvoir qui se profile dès la base. Voilà un conseil d'atelier, un comité de quartier, où les travailleurs, la population, peuvent exprimer librement leur volonté. Parfait. Mais que va-t-il se

passer ? Un dévouement collectif que vont canaliser bientôt quelques types, des « leaders naturels ». On peut parier à coup sûr que ce seront ceux qui s'expriment le plus facilement ou qui ont la plus grande gueule. Ça ne veut pas dire qu'ils sont alors malhonnêtes mais qu'ils révèlent, au travers de la synthèse qu'ils réalisent de la volonté collective, une aptitude au pouvoir. L'assemblée les désignera comme ses représentants pour exprimer et affirmer le plus efficacement ses exigences en faisant la jonction avec l'organisation. Et c'est là que tout commence à se gêner. Le ou les délégués se transformeront au contact de l'organisation, subiront son influence, s'en feront les messagers, dédoubleront leur mandat, manipuleront ou réinterpréteront peu à peu l'expression de la base.

Les innovations structurelles, la décentralisation démocratique, n'offrent pas encore de garanties suffisantes pour qu'on parle déjà de motivations autogestionnaires. Sinon à titre expérimental et précaire, celles-ci ne peuvent apparaître qu'après une libération des comportements et des réflexes culturels et sociaux. Et vous conviendrez que ce n'est pas demain la veille qu'on pourra se dégager du poids historique des classes dominantes qui ont saucissonné les hommes et les femmes en acteurs et en spectateurs, en beaux parleurs et en muets.

L'autogestion apporte certainement réponse, dans l'absolu, à la plupart des perversions, mais, si on néglige de résoudre, politiquement et pratiquement, parmi beaucoup d'autres, des questions préalables comme celles soulevées dans cette lettre, on ne se gargarise que d'un slogan ou on n'offre qu'un nouveau mirage d'espérance aux travailleurs...

Cette contribution au débat est peut-être trop pessimiste, mais en tout cas, l'autogestion, ça mérite d'y réfléchir sérieusement avant d'en parler à tort et à travers, en brandissant une nouvelle bannière derrière laquelle s'empressent trop de jeunes loups ou de vieux familiers de la collaboration de classes.

Yves DUCOURTHIEUX ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent — Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

• Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel.
• Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque

38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

● **Où va la France ?**

Un programme, une politique
par **M. Mousel** p 5
Conseil national du PSU (Limoges :
11-13 nov.) p 6-9

● **Social**

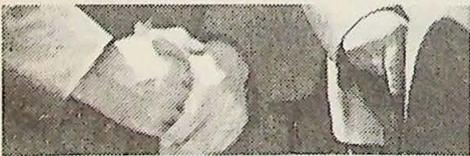
CFDT : drôle de compte rendu
par **Y. Sparfel** p 10
Epinal, capitale d'un jour p 11



Montefibre contre Montedison p 12
Prendre à son piège le Sieur Stoléro
par **Ch. Guerche** p 13
Où donner du panier ?
par **J. Simonet** p 14
Sur la route de Canjuers
par **B. Blanc** p 15

● **Et pourtant elle tourne**

Oedipe, Caramanlis et les autres
par **J. Satre** p 16-17
Octobre 17-octobre 77
par **V. Fay** p 18-19



● **Les armes de la critique**

La mémoire revient de loin : Robrieux,
Tillon, Pannequin p 20-21
Théâtre : Le Brise Lames



par **D. Nores** p 22
Cinéma : Troisième festival de Paris
par **F. Gastellier** p 22
Télévision : Un Lip de 1985
par **Mariélie** p 23
Chanson : Colette Magny à l'Elysée-Mont-
martre
par **J. Sanchez** p 24

un programme, une politique

par Michel MOUSEL



« *Un programme, c'est la première fois que ça vous arrive !* » me confiait un journaliste à l'issue du Conseil national. N'exagérons rien : il n'y a pas de génération spontanée. A l'arrière-plan du document qui a été adopté, il y a toute une continuité de la réflexion du PSU, au moins depuis le Programme d'action de 1971 et le Manifeste de 1972. Comme Limoges se situe à mi-chemin de Paris-Orsay et de Toulouse...

Certes, tout n'est pas réglé : il reste des ombres et des sujets à débattre. Cela a été rappelé, fort heureusement d'ailleurs : quelle prétention y aurait-il à proclamer des vérités définitives, quelle sottise à ignorer qu'il y aura encore des évolutions, quel sectarisme à ne pas voir, dans le programme, avant tout, un instrument de débat ! Au contraire, il faut le concevoir comme un instrument au service d'une plus large réflexion collective, contribuant à la fois à la recherche de l'unité et à la convergence politique du mouvement autogestionnaire.

Aussi ces deux questions — auxquelles la presse a donné plus d'importance —, ne sont-elles pas dissociées du programme. La politique du PSU, confirmée par le Conseil national, constitue un tout et non des éléments disparates juxtaposés.

C'est d'abord l'intervention du PSU dans les problèmes de la gauche. Si elle s'exprime en termes de mandats donnés à la direction du parti, on aurait tort de la restreindre à ce seul aspect : ce sont les fédérations, les sections, tous les militants du parti qui sont appelés à se mobiliser. Ainsi, nous devons poursuivre le débat avec le Parti communiste français, et obtenir du Parti socialiste également qu'une véritable discussion puisse s'ouvrir. Nous voulons tout faire pour que, à partir de rencontres pour l'unité provoquées par tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier et populaire, n'étaient pas impliqués dans la renégociation du Programme commun, partis et mouvements de masse, discutent enfin des moyens de sortir de la crise et de répondre aux aspirations des travailleurs : si l'on ne veut pas que le bébé soit jeté avec l'eau du bain, c'est-à-dire l'unité et la défaite de la droite avec le Programme commun, c'est la seule voie possible.

Mais cela doit se faire partout, à tous les niveaux. Le « constat des discussions » avec le PCF ne servirait pas à grand chose, si nous ne nous en saisissions pas pour le diffuser et débattre — non seulement avec les militants communistes qui y verront qu'on peut enfin discuter les sujets autrefois réputés tabous —, mais avec tous. Car ce document démontre ce qu'est la bonne méthode pour parvenir à l'unité : établir les convergences sans dissimuler les divergences. De même devons-nous systématiquement faire en sorte que les travailleurs — et notamment dans les entreprises —, discutent de leurs revendications et de ce qu'ils attendent de la gauche. Le 1^{er} décembre doit être l'occasion de montrer que l'unité d'action est non seulement possible pour une journée, mais nécessaire en permanence, y compris pour préparer 1978 : face à un gouvernement qui ne s'attaque qu'aux pâtisseries et aux statistiques de chômage, un pacte d'unité d'action pour le niveau de vie et l'emploi est à la fois la réponse immédiate nécessaire et la préparation de la mobilisation populaire pour avant et après les élections.

Cette politique, ce ne doit pas être seulement celle du PSU, mais celle autour de laquelle peut se rassembler une gauche socialiste autogestionnaire. Elle s'adresse à tous ceux qui, dans les organisations de masse, dans les mouvements « de base » ou dans d'autres formations politiques, sentent qu'on ne s'en sortira pas en laissant le débat s'enliser entre les seuls PCF et PS. Chacune de nos initiatives doit à la fois s'appuyer sur ce courant et le renforcer. Sans être confondus, les états généraux d'une part, le Front autogestionnaire d'autre part, vont marquer des progrès décisifs pour qu'il s'impose dans le débat politique et le sorte de l'impasse.

Dans une dizaine de jours, les 26 et 27 novembre, deux réunions vont avoir lieu qui manifestent bien la dimension de la tâche que nous nous sommes fixée. D'abord la conférence nationale « Entreprise », parce qu'il est plus que jamais nécessaire de nous renforcer en ce domaine et que l'unité retrouvée du parti doit y aider — chacun sait que les crises graves du PSU lui ont tout particulièrement coûté cher dans ce secteur ; et surtout parce que les entreprises sont le lieu privilégié où il faut mener le débat et faire progresser nos propositions. Ensuite le Colloque sur la défense non nucléaire, qui doit faire apparaître comment la perspective autogestionnaire, si elle ne reste pas au niveau du discours, conduit à poser les problèmes de défense de façon radicalement différente.

Ce n'est qu'un week-end. Mais il est représentatif de l'ampleur du champ que nous avons à couvrir.

où va la France ?

conseil national du PSU

Limoges ...

Le conseil national de Limoges avait du pain sur la planche et pourtant il a été l'un des plus détendus de l'histoire du PSU. Fait unique dans les annales il s'est terminé à l'heure... + 3 minutes !

Les votes sur le rapport d'activité de la direction et sur la résolution politique sont significatifs d'un parti uni qui a confiance en lui.

Rapport d'activité	Résolution politique
Pour : 256	majoritaire : 291
contre : 36	minoritaire : 43
abstentions : 84	abstentions : 58
NPPV (1) : 88	NPPV (1) : 11

(1) NPPV : Ne prend pas part au vote

Comment ne pas être confiant puisque la situation confirme les analyses passées du PSU sur la nature du Programme commun et de l'Union de la gauche ?

Bien sûr, faire référence au mot d'autogestion n'est pas définir une stratégie de passage autogestionnaire au socialisme. Mais enfin comment le PSU pourrait-il être indifférent quand le courant qu'il veut

exprimer est si fort qu'il parvient à imposer le mot d'autogestion à ceux qui, il y a peu de temps, n'y voyaient qu'un « piège » ?

Confiants, les délégués n'ont pas été tentés pour autant par l'autosatisfaction. Comment triompher lorsque la gauche est divisée et qu'elle n'offre plus une perspective pour sortir de la crise qui pèse de tout son poids sur les travailleurs ?

Les délégués ont investi leur confiance dans un travail intense au cours des diverses commissions de travail. La presse a parlé des propositions élaborées en vue de reconstruire une nouvelle unité ; des propositions qui conviennent aux conditions difficiles de la période. Elle a aussi rendu compte des propositions faites par le PSU pour que le courant autogestionnaire se rassemble et pèse de tout son poids dans la bataille des législatives.

C'est le signe que le PSU se porte bien. Il y a trop longtemps que la presse se complaisait à faire silence sur le PSU et ses propositions.

Par contre, la presse a peu parlé d'un travail considérable accompli par le conseil

national : approfondir, compléter, clarifier les 103 pages de « Propositions de programme pour la construction du socialisme autogestionnaire en France » prises en considération au congrès de Strasbourg (1). Elle n'a pas parlé non plus du travail de commission en vue de développer les « convergences autogestionnaires » et de préparer les « états généraux » de l'autogestion qui auront lieu en janvier.

On ne peut pas rassembler le courant autogestionnaire en s'en tenant aux seules propositions électorales. Il faut travailler sans relâche à la convergence militante des forces qui se réclament de l'autogestion dans les luttes quotidiennes. Il faut offrir des lieux de confrontation et des propositions de programme.

Ce travail a été l'un des aspects les plus importants du conseil national.

J.-M. DEMALDENT ■

(1) Document publié dans *Critique socialiste*, n° 29.

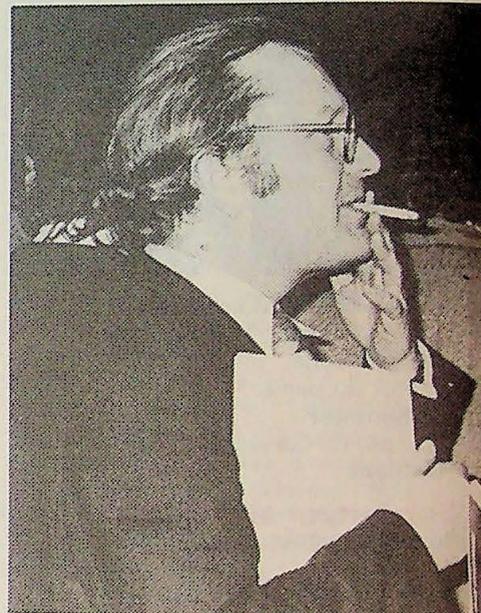


Photo DR

Michel Mousel

résolution politique

La crise et la politique de la droite

Avec l'application des plans Barre successifs, tandis que se poursuit la restructuration capitaliste et que s'accroissent les profits du patronat, le chômage et l'inflation s'accroissent, le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs diminue et les conditions de vie de toutes les couches populaires s'aggravent.

La droite au pouvoir s'avère de plus en plus impuissante à résoudre les problèmes posés par le développement de la crise dans toutes les sphères de la vie sociale. Elle espère cependant échapper à la défaite politique en utilisant selon les circonstances deux stratégies : l'une qui vise, sous la direction de Chirac, à rassembler les forces les plus réactionnaires et conservatrices en essayant de retrouver une certaine base populaire à grand renfort de démagogie

chauvine, l'autre cherchant, avec Giscard, à réaliser un groupement centriste intégrant la social démocratie.

C'est dans ce contexte économique et politique qu'intervient la rupture de l'union de la gauche.

Les causes de la rupture de l'union de la gauche

Il serait faux de réduire l'origine de cette rupture à de simples divergences ponctuelles, au désaccord sur les nationalisations ou le partage des ministères. Elle a des causes bien plus profondes.

La nature même du Programme commun explique que son actualisation ait conduit la gauche dans une impasse.

Le Programme commun n'apportait pas de réponse à la crise. Mais ce n'est pas

simplement parce que celle-ci a éclaté après 1972. C'est d'abord parce qu'au moment où il a été signé il a refusé de reconnaître le nouveau cours, plus unitaire, plus combatif, plus « radical » des luttes ouvrières, et, du même coup, ignoré que le refus des cadences, de l'organisation du travail, de la hiérarchie, mettaient en question la croissance capitaliste du quart de siècle antérieur.

C'est parce qu'il a été négocié et rédigé sans prendre en compte la dynamique du mouvement social qui s'était développé depuis 1968, en faisant apparaître des aspirations profondes à un changement radical de société auxquelles un catalogue de mesures gouvernementales et la seule perspective d'un aménagement graduel du système capitaliste ne pouvaient répondre. C'est parce que, dès le départ, il ne correspondait pas aux données nouvelles de la lutte des classes.

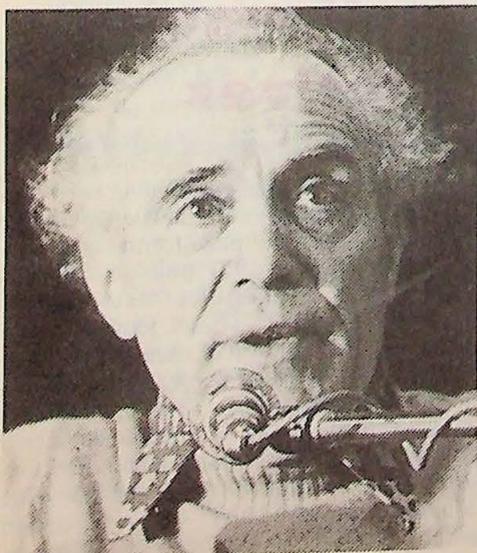
Mais la droite est si impuissante devant la crise, tellement cynique à l'égard de toutes les couches populaires, qu'elle doit être battue. S'il en est ainsi, les travailleurs ne laisseront pas échapper les fruits de leur victoire. Dans chaque entreprise, dans chaque branche, ils engageront l'action pour arracher les revendications que Barre avait réussi à enterrer. Nous pensons qu'ils devront exiger la démission du chef de la droite, Giscard d'Estaing, imposer au nouveau gouvernement une politique conforme à leurs aspirations, prendre en main la résistance à la contre-offensive de la bourgeoisie, constituer sans délais leurs conseils ouvriers et les comités populaires de quartiers.

Cette lutte est celle de l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient autogestionnaires, socialistes ou communistes.

Le Programme commun refusait de se prononcer pour une véritable rupture avec le capitalisme. C'est cette ambiguïté fondamentale qui s'est révélée au cours du débat d'actualisation sur le problème central de la réponse à apporter à la crise économique. Le PS a progressivement défini une politique économique devant conduire à la gestion de la crise par la gauche victorieuse, dans le cadre préservé des institutions actuelles, en gardant Giscard d'Estaing. Sous peine de commettre un suicide politique, le PCF ne pouvait admettre une telle politique d'austérité, contradictoire avec les revendications de la grande masse des travailleurs : mais il a cantonné sa réponse dans les limites fixées par le Programme commun de 72, en entretenant l'illusion d'un retour à l'expansion rapide des années 60 dans le cadre d'une politique étroitement nationaliste.

La gauche est aussi dans l'impasse parce qu'elle a toujours donné un contenu restrictif à l'unité.

En s'abritant derrière le mythe du Programme commun, le PCF comme le PS ont avant tout cherché à renforcer leurs positions respectives, sociales et électorales. Ils se sont montrés incapables de développer l'action unitaire des travailleurs contre la politique du pouvoir. Dès l'origine, en refusant l'organisation à la base de la mobilisation populaire, ils ont réduit leur stratégie à des relations « au sommet » : et celles-ci se sont progressivement transfor-



Yvan Craipeau

Photo DR



Victor Leduc

mées en une simple lutte d'influence, chacun tentant de rééquilibrer la gauche à son profit.

Les succès enregistrés sur ce plan par le PS, privilégié par son rôle de machine électorale présidentielle et l'attrance exercée sur les classes moyennes par ses thèmes « modernistes », ont joué un rôle important dans le durcissement de l'attitude du PC. C'est ce qui explique en partie, qu'après avoir contribué à freiner les luttes de 72 à 74 pour des raisons électorales, le PC ait repris par la suite des initiatives dans ce domaine. Il cherche ainsi à compenser sur le terrain social la modification du rapport des forces survenue en sa défaveur sur le terrain électoral, et à obtenir des garanties pour le lendemain des élections. Le PC veut se poser en garant des revendications ouvrières. C'est pourquoi il recherche le soutien des forces opposées à toute politique d'austérité et donc, au premier chef, du courant autogestionnaire. Cette volonté de rapprochement, mais aussi la montée des aspirations autogestionnaires dans la classe ouvrière, l'ont amené à modifier ses positions sur des sujets fondamentaux comme l'autogestion, le contenu des nationalisations, l'initiative laissée aux travailleurs par les transformations sociales, sans qu'il revienne pour autant sur sa conception du parti dirigeant de la classe ouvrière.

L'enjeu de la bataille politique de 78

La droite pense que les divisions et les impuissances de la gauche pourront lui permettre de remporter la victoire en 78. S'il en était ainsi le patronat pourrait continuer à exercer sa dictature. Il est probable qu'il chercherait à utiliser la social-démocratie pour l'aider à surmonter la crise. Une telle perspective serait lourde de conséquences pour les travailleurs divisés et démoralisés.

Mais la droite est si impuissante devant la crise, tellement cynique à l'égard de toutes les couches populaires, qu'elle doit être battue. S'il en est ainsi, les travailleurs ne laisseront pas échapper les fruits de leur

victoire. Dans chaque entreprise, dans chaque branche, ils engageront l'action pour arracher les revendications que Barre avait réussi à enterrer. Nous pensons qu'ils devront exiger la démission du chef de la droite, Giscard d'Estaing, imposer au nouveau gouvernement une politique conforme à leurs aspirations, prendre en main la résistance à la contre-offensive de la bourgeoisie, constituer sans délais leurs conseils ouvriers et les comités populaires de quartiers.

Cette lutte est celle de l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient autogestionnaires, socialistes ou communistes.

Pour le débat unitaire, l'unité d'action, le rassemblement des autogestionnaires :

Le débat sur l'unité

Pour contribuer à créer les conditions de l'union de tous les travailleurs, de toutes les forces populaires, le PSU reprend les propositions qu'il a faites lors de sa rencontre avec le bureau confédéral de la CFDT.

- l'organisation de discussions ouvertes et unitaires au niveau des entreprises pour éviter que des explications polémiques tiennent lieu de débats.
- l'organisation des rencontres pour l'unité au cours desquelles seraient posés un certain nombre de problèmes essentiels pour sortir de la crise tels que l'emploi et la durée du travail, les salaires et la hiérarchie, le type de



Photo DR

production, les droits et pouvoirs des travailleurs, la réponse à fournir à l'accroissement de la division internationale du travail...

Le PSU entend poursuivre la confrontation avec les forces politiques et syndicales sur les conditions politiques d'une reconstruction de l'unité :

- Avec le PCF, le constat commun a nettement établi l'étendue des convergences qui peuvent fonder une action commune, tout en soulignant les divergences essentielles qui subsistent. Le PSU estime positive la récente évolution de la direction du PCF sur le thème de l'autogestion. Celle-ci ne donne que plus de poids aux questions que le courant autogestionnaire doit poser aux militants communistes et à leur parti, dans

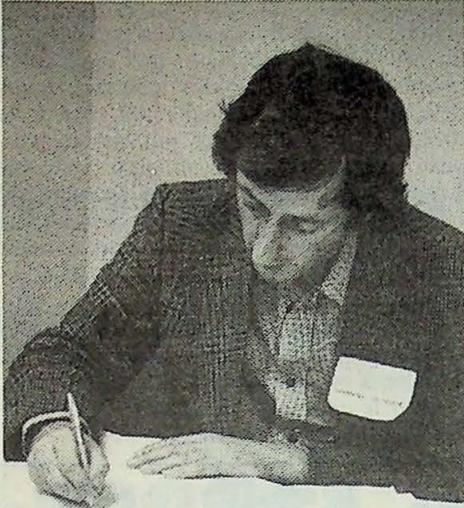


Photo DR

Bernard Ravenel

le cadre de la poursuite et de l'approfondissement du débat prévus par le constat commun :

— comment concilier la revendication de l'autogestion socialiste et le maintien de la reconnaissance de l'URSS comme pays « socialiste » alors qu'une bureaucratie d'Etat y impose une domination sans partage ?

— l'accentuation d'un nationalisme tous azimuts, les concessions à l'idéologie chauvine de la bourgeoisie (ralliement à la force de frappe, attitude par rapport à Concorde, aux surgénérateurs...) ne sont-elles pas, elles aussi, contraires à la revendication d'une extension des pouvoirs populaires et donc à la perspective de l'autogestion ?

— le poids de la crise capitaliste, les ouvertures de la bourgeoisie vers un compromis social-démocrate qui en découle ont certes joué un rôle déterminant dans la rupture de l'unité de la gauche. Pourtant, au-delà de ces constatations, les militants communistes ne doivent-ils pas s'interroger sur le bien fondé d'une stratégie d'unité antimonopoliste qui a pendant des années guidé leur action sans pouvoir éviter l'impasse actuelle ?

● Avec le PS, le PSU souhaite également établir des relations qui pourraient conduire à une clarification des positions respectives. C'est dans cet esprit que le Conseil national mandate le bureau national pour faire parvenir au parti socialiste une adresse que nous souhaitons porter à la connaissance de ses militants.

Nous savons que nombre de ceux-ci se reconnaissent aujourd'hui dans le courant pour l'autogestion socialiste et des convergences certaines existent entre eux et les PSU. Cette référence commune ne saurait pour autant éluder des questions essentielles qui suggèrent la stratégie du combat pour l'autogestion :

— la mise en œuvre d'une alternative à la politique d'austérité imposée par la crise ne suppose-t-elle pas une rupture avec les traditionnelles politiques des revenus de la social-démocratie ?

— l'affirmation de la recherche d'un autre type de croissance n'exige-t-elle pas une autre perspective au développement des

pouvoirs populaires que celle délimitée par le programme économique du PS : « participer à l'arbitrage entre le travail et le capital » ?

— l'adoption d'un programme de réforme de structures (même celles prévues par le Programme commun) n'est-elle pas incompatible avec le maintien à l'Elysée de l'actuel président de la République ?

La politique d'unité d'action

Mais le combat pour l'unité passe d'abord par l'action commune contre le capitalisme, pour permettre de vivre, produire et travailler autrement. C'est le seul moyen de sortir de l'impasse actuelle. De nombreux travailleurs en sont dès aujourd'hui conscients. Nous l'avons constaté par l'accueil très favorable qu'a reçu l'appel du PSU, diffusé à un million et demi d'exemplaires.

C'est dans l'action anticapitaliste que l'unité peut et doit se ressouder aujourd'hui : pour la défense de l'emploi et les 35 heures, pour la défense des travailleurs immigrés menacés par la politique de Stoléro, pour la défense du pouvoir d'achat écrasé par le plan Barre, pour le contrôle des prix et le blocage des loyers et des charges, dans le moratoire nucléaire...

Cette action unitaire permettrait à la fois



Photo DR

Pascal Gollet

de combattre la politique anti-ouvrière du pouvoir et de préparer l'offensive des travailleurs au printemps prochain. Elle devrait unir les militants des partis, des syndicats et des mouvements populaires et rendre possible un pacte d'unité d'action anticapitaliste.

Pour le rassemblement des autogestionnaires

Le gage principal de l'unité d'action anticapitaliste, c'est l'existence du courant autogestionnaire. Depuis dix ans, un nombre croissant de militants redonnent un sens nouveau aux luttes sociales, mènent la lutte pour le contrôle ouvrier et contre la hiérarchie, expriment les aspirations des femmes, des jeunes, des soldats, des immigrants, des paysans travailleurs, des minorités nationales. Plus récemment, ils ont engagé l'action pour la défense de l'écologie et contre le nucléaire.

Pour être capable de jouer un rôle politique au niveau de son intervention sociale, le courant autogestionnaire doit se rassembler. Ce n'est pas chose facile. C'est un mouvement encore hétérogène. Il faut faire avancer le travail en commun et le débat. C'est une tâche essentielle que s'est fixée le PSU à son congrès de Strasbourg.

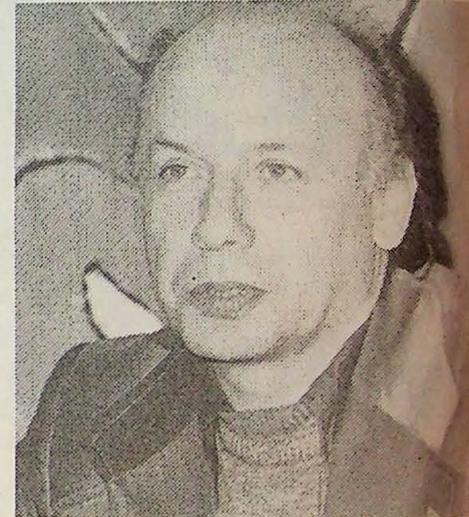


Photo DR

Serge Depaquit

le courant autogestionnaire dans les législatives

Le PSU estime qu'il est indispensable que le courant autogestionnaire soit présent lors des élections législatives par des candidatures communes qui reflètent la diversité de son action militante et des domaines où se manifeste l'aspiration à l'autogestion.

Le PSU se félicite de constater que dans plusieurs départements et localités, des militants appartenant ou non à diverses organisations, ont lancé des appels pour la constitution de candidatures de « Front autogestionnaire ». Il souhaite que de telles initiatives se développent partout et soient relayées par un appel du même type au niveau national.

Le Conseil national mandate la Direction politique nationale pour qu'elle poursuive les propositions de plate-forme qu'elle a présentées en juin 1977 pour la constitution de candidatures autogestionnaires-écologie-droit des femmes-socialisme, en insistant sur la nécessité de faire apparaître la convergence entre les aspirations et revendications qui apparaissent dans le travail chez les femmes, dans l'action écologique, dans les mouvements nationalistes — et notamment sur le fait que cette convergence se réalise sur une option anticapitaliste.

L'existence d'un collectif d'appel et d'une

plate-forme commune doivent permettre de réaliser un rassemblement large, et permettent à chacune des composantes de conserver son originalité.

Le PSU dénonce, en particulier, le fait que les femmes soient exclues de la vie politique. Cette exclusion est la conséquence de leur situation, chargées des tâches ménagères et familiales de manière presque exclusive, qu'elles travaillent à l'extérieur ou non, elles sont l'objet de discriminations dans les domaines de la formation, de l'emploi, dans la production... Malgré les victoires remportées par le Mouvement des femmes, elles se voient nier aussi le droit à

la maîtrise de leur propre corps, par les insuffisances de la législation sur la contraception et l'avortement, et par les violences dont elles sont l'objet.

Le PSU veut lutter contre cette situation ; il propose que le Front autogestionnaire se donne pour objectif de présenter autant de femmes que d'hommes aux élections de mars 78. Il souhaite que les plate-formes de ses candidates et de ses candidats soient discutées en commun avec les groupes de femmes existant, et les mouvements engagés dans les luttes contre les diverses formes de l'exploitation et de l'oppression des femmes. ■

« *Front autogestionnaire* ». Une place importante doit être faite aux candidatures féminines au sein de ce Front autogestionnaire, qui devrait être présent dans deux cents circonscriptions (concernant soixante-quinze départements), dont la liste (provisoire) a été présentée. »

« Le PSU souhaite que l'union de la gauche cède la place à une « unité populaire » (*Le Monde* 15-11) ; « Des propositions pour sortir la gauche désunie (*Libération* 15-11) ; « Mousel veut déplacer le débat dans la gauche » (*Le Matin* 12-11) : autant de titres différents pour couvrir trois jours dans le Limousin, riches en réflexion et en débats. Trois jours qu'il appartient de prolonger pour la réalisation de l'autogestion. Trois jours qui ont montré que, désormais, on doit compter avec le PSU.

Marie-Françoise CHAILLEUX ■

dans la presse

Le Conseil national de Limoges n'a laissé personne indifférent. S'il fallait encore s'en convaincre, il n'est besoin que de lire la presse parue aux alentours de ce week-end du 11 novembre. Ces trois jours-là ont fait s'écrouler le mur du silence, jusque-là maintenu autour du PSU par les médias. Peut-être parce que « L'unité populaire n'est pas un vain mot », comme le titre le *Quotidien de Paris* du 14 novembre ?

Pour *Le Populaire du centre* (12-11) « Le PSU demeure la force politique charnière du courant autogestionnaire (...) ; (il) espère bien que les luttes sociales vont continuer à se développer car il veut *déplacer le centre du débat de la gauche*. Il considère comme illusoire de vouloir reprendre le scénario là où il s'est bloqué. Par contre si les partis de gauche s'expriment sur les problèmes concrets, cadre de vie, femmes, luttes sociales, ils seront forcés d'abandonner le discours politicien. »

La Montagne (12-11) souligne que « pour le PSU il ne fait aucun doute que la gauche a une bonne chance de succès mais il n'en demeure pas moins que nombre de questions posées depuis dix ans par les masses populaires n'ont pas été prises en considération par les signataires du Programme commun ». Une véritable remise en cause de l'ordre économique et social repose donc sur un rassemblement unitaire qui grouperait tout à la fois les forces issues du mouvement de mai 1968 et les forces nées des luttes ouvrières et paysannes de cette dernière décennie. »

Cette remise en cause passe par l'unité populaire dont *Le Monde* du 15 novembre rappelle que « Celle-ci consiste à articuler les luttes sociales au combat politique et à insérer dans le débat sur l'unité de la gauche le courant autogestionnaire que le PSU s'efforce de rassembler. Cette politique n'est pas nouvelle. Jusqu'à présent la direction du PSU a tenté de mettre en œuvre une stratégie autonome visant à regrouper les forces autogestionnaires [...] Dans le même temps, elle s'est efforcée de faire valoir son point de vue auprès des syndicats et partis de gauche et de poser des questions qui avaient été, à ses yeux, éludées par les partis signataires du Programme commun (définition d'une nouvelle forme de développement de la production,

d'une nouvelle politique énergétique, création de pouvoirs de contrôle et de gestion à la base dans les entreprises publiques et privées notamment) ».

Le Matin (14-11) remarque que « le Conseil national a enfin été l'occasion pour le PSU de préciser le sens des discussions engagées ces dernières semaines avec le PC. » Cet événement quasi passé inaperçu n'est pourtant, comme le remarque K. Evin dans le *Nouvel Observateur* (14-20 novembre) « pas dénué d'intérêt. D'abord parce qu'il marque un terme — définitif ? — à l'attitude méprisante jusque-là observée par le PC à l'égard de ces *gauchistes-rêveurs-irresponsables-faisant-le-jeu-du-pouvoir* du PSU. Ensuite parce qu'il signifie — du mois au PSU — une sorte de *rentrée politique* d'une organisation que certains croyaient marginalisée depuis le départ de M. Rocard. »

Ces discussions, rappelle *Le Matin* (14-11) « ont permis au PSU de constater l'évolution « positive » de la direction du PS sur le thème de l'autogestion. Mais deux questions restent posées au Parti communiste : « *Comment concilier la revendication de l'autogestion socialiste et la reconnaissance de l'URSS comme pays socialiste ? Les concessions à l'idéologie chauvine de la bourgeoisie et le ralliement à la force de frappe ne sont-elles pas contraires à une extension des pouvoirs populaires ?* ».

Autogestion, extension des pouvoirs populaires, il ne sera question que de cela aux états généraux pour l'autogestion qui se tiendront les 17 et 18 décembre dont *Le Monde* (15-11) rappelle qu'« il (le PSU) espère que le succès d'estime obtenu par la première session sera cette fois dépassé. »

Pour *Libération*, « que le PSU puisse, en soi, peser dans un sens révolutionnaire sur les débats de l'Union de la gauche, semble donc un fait acquis pour la majorité des militants de ce parti... Acquis aussi, la victoire de la gauche aux législatives : la droite au pouvoir en France est si impuissante et cynique qu'elle sera battue... »

En ce qui concerne les législatives, *Le Monde* (15-11) écrit : « En revanche, les ententes avec les groupes écologistes et avec les mouvements autonomistes doivent être recherchées à la base sous le sigle

NE
VOTEZ
PAS
SANS AVOIR LU

S.Ch. KOLM

LES
ÉLECTIONS
SONT-ELLES
LA
DÉMOCRATIE
?

du même auteur :

LA TRANSITION
SOCIALISTE

§

CERF

CFDT : drôle de compte rendu

La CFDT radiographie les partis de gauche. PS, MRG, PSU, PCF. Mais pourquoi donc la CFDT a-t-elle déformé les propositions du PSU ?

La CFDT a rendu compte de ses rencontres avec les partis de gauche. Elle en tire un bilan positif : notamment sur le fait que les partis de gauche dans leur ensemble, reconnaissent la nécessité de créer des emplois supplémentaires, de négocier les salaires dans chaque entreprise. Elle a dû constater que le PCF était plus précis sur la hiérarchie des salaires.

Elle reproche cependant à ce parti de ne pas mettre en correspondance sa pratique avec le renouvellement de ses thèmes revendicatifs. « Pour que le langage d'une organisation soit crédible, il doit correspondre à son analyse et à sa stratégie, comme à son type de fonctionnement et à sa pratique ». Il semble que le PCF n'ait pas jugé recevable ce type de critique lors de la rencontre, de même que le Parti socialiste s'est senti « titillé » par quelques allusions d'Edmond Maire au « présidentielisme » qui sévit au PS.

Inopportuns et dangereux ?

Pour ce qui nous concerne, nous estimons négative la manière dont la CFDT a relaté sa rencontre avec notre parti. Très circonspect dans ses critiques de la stratégie du PS et des MRG, la direction de la CFDT n'y va pas par quatre chemins dans son analyse des réponses du PSU : « Il préconise notamment la constitution de « rassemblement de travailleurs pour l'unité populaire » : la CFDT estime cette stratégie inopportune et dangereuse. De tels rassemblements unitaires de base risqueraient fort aujourd'hui d'opposer des minorités militantes de base aux partis de gauche, créant ainsi une plus grande confusion et confirmant la désunion actuelle. »

Alors qu'au cours de la rencontre, les divergences avaient essentiellement porté sur les responsabilités réciproques des partis dans la rupture des négociations pour l'actualisation du Programme commun, on peut s'étonner que la CFDT déforme nos positions devant la presse. Notre délégation n'a pas évoqué l'idée de rassemblements unitaires à la base, mais celle de larges débats dans les entreprises se substituant aux applications polémiques des deux partis.

De même nous n'avons pas avancé la

Photo P. Lebrun



thèse d'une opposition entre ce débat dans les entreprises et les discussions à un niveau national. Au contraire nous invitons toutes les forces populaires à des rencontres pour l'unité au niveau national, au cours desquelles seraient posés les problèmes essentiels pour sortir de la crise et avancer vers le socialisme. Ce souci de construire l'unité populaire en partant des préoccupations réelles des travailleurs a été confirmé lors de notre dernier Conseil national. Il ne saurait non plus être réduit, comme l'a dit Michel Mousel, à faire œuvre de bons offices entre les sièges du PC et du PS, à être « le vélosolèx de la gauche ».

Il s'agit selon nous de prendre les initiatives pour qu'une nouvelle pratique de l'unité existe. Le désir profond d'unité ne peut élever un vœu pieux. La CFDT et le PSU ont en commun l'avantage de ne pas avoir été impliqués dans l'élaboration du Programme commun, puis des ruptures survenues lors de sa réactualisation. Leur tâche, en tant que forces autogestionnaires,

peut donc être de créer d'autres bases à l'unité.

La CFDT estime par ailleurs dans la relation de ses rencontres avec les partis de gauche, que l'approfondissement des débats, que la mobilisation pour des objectifs des transformations seront indispensables pour reconstituer l'union. Nous lui demandons : quels débats ? Quelle mobilisation ?

Peut-on imaginer que l'unité d'action au niveau syndical sera suffisante ? Nous ne le pensons pas. La gauche a besoin pour aller unie au pouvoir d'une autre stratégie. Nous estimons que la stratégie autogestionnaire est une réponse à la crise. La CFDT serait-elle en désaccord là-dessus ?

Pourquoi, alors ce compte rendu très négatif ? Il laisse entendre, contrairement à celui que nous mêmes en avons fait (cf TS n° 761, p. 2) que rien de nous unit. Serait-ce pour mieux confirmer le choix fait par les dirigeants de la CFDT de tout miser sur l'attitude du PS ?

Et l'intervention des travailleurs ?

Cette attitude de la direction de la CFDT nous inquiète. Très attentive à l'importance de l'intervention de la masse des travailleurs, elle cherche à faire croire que nous en avons une conception avant-gardiste. Nous avons donné nos réponses : discussions à la base les plus larges possibles et réelle confrontation des partis de la gauche. En les caricaturant et en faisant par contre apparaître des préoccupations communes avec le MRG, des discussions positives avec le PS (conseils d'atelier, moratoire sur le nucléaire, etc.), la CFDT semble vouloir délimiter des camps.

Cela ne nous semble pas être une mise en concordance des thèmes et de la pratique. Pour notre part nous réaffirmons que l'intervention des travailleurs est essentielle. Ne pas créer les conditions pour qu'elle s'exprime sur l'actuelle division revient à laisser le soin aux états-majors de la gauche de poursuivre leurs querelles. Une autre unité, pour d'autres objectifs, voilà le sens de notre action.

Yves SPARFEL ■

Epinal, capitale d'un jour

Epinal a été, le samedi 5 novembre, la capitale des travailleurs en lutte pour leur emploi

Des centaines de militants étaient au rendez-vous de la CFDT : sidérurgistes, mineurs, travailleurs du textile venus d'Alsace, de Lorraine, du Nord. Avec leurs banderoles, leurs badges, leurs espoirs, leurs productions sauvages et leurs explications, ils ont, toute la matinée d'un jour de marché, quadrillé cette ville des Vosges,

département marqué par la crise du textile et le conflit de la Montefibre.

Les luttes aux carrefours

Devant le Mamouth, deux délégations, deux vieux conflits se rappellent à notre

mémoire : LIP et CIP. Lip, chacun connaît. Aussi se presse-t-on pour acheter les montres, les chômageopoly, le jeu de la solidarité, et regarder les panneaux présentant les autres productions des Lip (matériel médical, assiettes...) A côté d'eux, les travailleuses de la CIP rappellent qu'après des années de lutte elles ont gagné la survie de cette entreprise d'habillement de Haisne-la-Basée (Nord), mais que le plan de reprise à long terme négocié avec le patronat n'est pas respecté.

Sur la place de la gare, les stands d'autres luttes sont dressés. Celui d'Amos, tout d'abord, usine de Raon l'Etape (Vosges) que 150 travailleurs occupent depuis mai 1977. Ils montrent leur production de coussins en peluche, de tapis, d'objets de feutrine. Puis les Réo ensuite, venus de Fougères, qui depuis 1976 tiennent bon dans une région de monoproduction de chaussures et qui exposent leurs portefeuilles, porte-cartes et pochettes de cuir.

Les travailleurs de Montefibre à Saint-Nabord, eux, n'ont rien à montrer : ils produisaient de la fibre de textile artificiel... Depuis le 13 juillet 1977, ils ont décidé de ne pas céder à l'arrêt de mort de leur usine ultra-moderne prononcé par le trust italien Montedison qui a déjà licencié 6 000 salariés en Italie. Des panneaux dénoncent ce

sabotage guidé par la stratégie de redéploiement vers les pays du tiers monde où la main-d'œuvre est si peu chère, (Corée, Taiwan...).

Les ouvriers des vallées textiles des Vosges, en particulier de Boussac, visés par des reclassements, des mutations des fermetures partielles, popularisaient leur combat. Le stand Hacuitex Lorraine diffusait un tract général sur la situation du textile dans cette région. Les travailleurs de Schlumpf venus de Gluck et Malmerspack siégeaient devant le Prisunic avec leurs camarades de Defrenne (Roubaix). Des photos du musée de vieux tacots et la vente de porte-clefs aidaient à mieux comprendre les occupations de ces entreprises abandonnées par deux frères qui se sont servis comme des seigneurs de milliers d'hommes et de femmes, les ont exploités avant de les jeter sur le pavé.

Sur le marché cohabitent les militants des deux secteurs de production fort opposés : les sidérurgistes lorrains et les faïenciers de Longwy. A grands coups de porte-voix, ils plaident contre l'assassinat de la Lorraine.

Tous ces hommes et femmes privés d'emploi convergent vers le Champ de Mars. Distribution de casquettes, d'autocollants, de tracts. Au passage, les ouvriers du textile manifestent devant le siège de la

chambre patronale du textile. Les mineurs en tenue — casque, lampes anti-grisou — rappellent la fermeture de nombreux sièges dans le Nord et en Lorraine.

Le gâchis dénoncé

Après un casse-croûte sorti des sacs, tous ces manifestants se sont rassemblés pour un grand meeting à la salle des fêtes. Ils ont entendu un responsable des mineurs CFDT attaquer le gâchis économique et énergétique que représente les fermetures de mines. Il faut procéder à une nouvelle campagne de sondage du sous-sol français (le dernier à eu lieu en 1959). Alors que nous manquons de matière première, le nombre des mineurs de fer, de charbon ou de potasse a chuté de 124 000 depuis 1960. Même si, rappelait-il, le monde souterrain des mines est souvent « *le royaume des inégalités criantes et d'un autre temps* », il peut encore nous être utile. En particulier, si on ne donnait pas la priorité à la politique du tout nucléaire.

Après cette intervention sur la question : « *quelle énergie* », on tente de s'interroger sur le : « *que produire ?* ». Léon Dion, secrétaire général de la fédération Hacuitex (CFDT) a décrit la situation catastrophique de l'industrie textile française. Pour résister aux importations sauvages, il faudra créer un Office national du textile et de l'habillement, mais aussi viser une autre manière de produire, donner une autre finalité que le profit à la production textile. Revaloriser la profession, augmenter les salaires, maintenir l'emploi sur place, tels sont les buts de la campagne actuelle animée par la CFDT Hacuitex.

La Lorraine qui veut vivre

Représentant les travailleurs d'un troisième secteur en péril, Georges Granger, responsable de la FGM, a expliqué le gaspillage effectué par les maîtres de forges. L'installation d'usines automobiles en Lorraine ne constitue qu'une réponse très faible au chômage. Et l'annonce de leur construction cherche à accroître la conviction que la sidérurgie doit mourir.

Albert Mercier a apporté, au nom de la commission exécutive de la CFDT, une conclusion politique à ce rassemblement : dures attaques de la politique du PCF et critique du PS. La disproportion des griefs envers les deux forces de gauche a provoqué quelques remous dans une salle où des militants en lutte auraient eux aussi aimé intervenir à la tribune.

Cette mobilisation d'un jour, essentiellement militante, avec laquelle le PSU des Vosges s'est solidarisé, a permis de montrer dans la rue que des occupations se poursuivent, que la volonté de produire et vivre au pays surgit chaque fois que les patrons décident de liquider. Cette résistance, que la municipalité pourtant socialiste d'Epinal n'a pas honoré de sa présence, trouvera une nouvelle possibilité de s'exprimer dans la journée interconfédérale d'action (CGT-CFDT-FEN) du 1^{er} décembre. A un niveau supérieur espérons-le.



photo D. Maillac

Montefibre contre Montedison

Le patron décide
de fermer l'usine.
Les travailleurs
s'y opposent.

Parmi les conflits qui ont marqué les congés 1977, celui de la Montefibre à Saint-Nabord dans les Vosges est le plus spectaculaire. Le comité d'entreprise fut en effet informé le 22 juillet que la direction du trust italien Montedison avait décidé de fermer cette usine très moderne qui emploie 1039 travailleurs. Malgré les difficultés, les ouvriers ont, à l'appel de la CGT et de la CFDT, refusé ce diktat et maintenu l'usine en activité (cf *TS* n° 751 et 753).

Malgré les journées portes ouvertes du 3 septembre et 22 octobre qui ont rassemblé chaque fois entre 2 et 3 000 personnes, la direction italienne refuse de revenir sur son plan de liquidation. Ce plan fut exposé devant le comité d'entreprise le 5 septembre. Ce jour-là les travailleurs avaient retenu les patrons très tard dans la nuit pour les obliger à écouter les travailleurs. Mais chaque partie en présence est demeurée sur ses positions. L'intersyndicale propose le redémarrage immédiat de la production avec 700 travailleurs puis la reprise progressive des 339 autres pour relancer la fabrique

de polyester. La Montedison, elle, maintient son plan : licenciement de 283 salariés d'abord, du reste du personnel ensuite.

Après le refus de l'intersyndicale de cautionner le plan patronal lors du comité d'entreprise du 25 octobre, une nouvelle réunion, le lendemain, a confirmé l'impasse. Là encore, la direction, qui repoussait le plan intersyndical, a été retenue par les travailleurs. Depuis cette date, au cours de nombreuses discussions, les travailleurs ont réaffirmé leur but : 1039 travailleurs à Montefibre !

Lors d'une réunion paritaire à la chambre de commerce et d'industrie d'Epinal, le 3 novembre, la direction refuse de discuter le plan de l'intersyndicale qui, dit-elle, n'est pas crédible et coûte trop cher : 2,6 millions de francs de pertes par jour. Certes, le plan de la direction entraîne 1 million de perte par jour ; mais on le dit crédible. La direction italienne, sous les huées, veut remettre aux organisations syndicales son plan de liquidation. Elle réclame une nouvelle convocation du comité d'entreprise. Mais les travailleurs avec leurs organisations quittent la salle.

Le 5 novembre, alors que les militants de la CGT et de la CFDT de Montefibre (puisque la lutte se mène dans l'unité) participent au rassemblement sur l'emploi à Epinal, on les prévient qu'une lettre les attend chez eux : la direction a envoyé son plan à tous les membres du comité d'entreprise. C'est l'annonce claire de sa mise en route. Ce plan prévoit 283 licenciés au départ... mais il est clair puisqu'il propose également 917 reclassements éventuels dans des entreprises ayant des problèmes d'emploi, et aux quatre coins de la région. C'est donc bien une volonté patronat-gouvernement de fermer cette entreprise.

A ce jour des travailleurs ont repris le travail et l'action est envisagée sous une autre forme. Les 283 licenciés effectuent leur préavis... ce sera l'occasion pour les travailleurs de tous se retrouver dans la lutte. Et toutes formes d'actions sont discutées et

envisagées : occupation ? grève générale ? Il est clair que Montefibre ne vivra que par la lutte de tous les travailleurs.

Y.S. ■

ANIFOM : pour la titularisation

L'Anifom, agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, chargé de l'application de la loi d'indemnisation des rapatriés, est placée sous la tutelle du ministre de l'Economie et des Finances. Elle emploie 950 salariés dont 750 contractuels et vacataires. Ceux-ci ne seraient employés que jusqu'à la fin de la procédure d'indemnisation fixée en 1981 selon l'objectif gouvernemental.

Giscard s'est toujours refusé en tant que ministre des Finances à débloquer des crédits supplémentaires pour le fonctionnement de l'agence. Mais en tant que président de la République, il a, à cinq mois des élections, débloqué 40 milliards pour les rapatriés. A toutes fin électorales, bien sûr ! mais rien pour le personnel...

Les agents, qui subissent des conditions de travail précaires, risquent de se retrouver à la porte en 1981. Chômage ou auxiliaariat les attendent. Cela n'a pas empêché Raymond Barre, dans le cadre de son opération poudre aux yeux sur la création d'emploi dans la fonction publique, d'embaucher deux cents auxiliaires. Mais c'est justement pour la titularisation que les travailleurs de l'Anifom ont décidé la semaine dernière de faire la grève. Le PSU et ses sections parisiennes les soutiennent.

Au cours de leur dernière entrevue avec le sous directeur de la Fonction Publique, M. Esclatine, il leur a été confirmé — comme la CFDT le dit depuis longtemps — que la titularisation était possible. Mais seul le gouvernement serait à même de prendre cette décision de principe ou de laisser passer un amendement dans ce sens, lors du vote de la loi concernant les rapatriés (des négociations réglant les problèmes techniques pourront alors avoir lieu). La CFDT a, pour sa part, déjà formulé des propositions complètes et réalistes sur la manière de résoudre ces problèmes.

Le syndicat avait prévenu le gouvernement, notamment par l'intermédiaire de M. Dominati, qu'il engagerait l'épreuve de force si le principe de la titularisation du personnel chargé de l'indemnisation ne figurait pas dans le projet de loi. Or, les pouvoirs publics n'ont rien fait. En conséquence, après avoir consulté le personnel, la CFDT a déposé un préavis pour une grève générale de trois jours, les 7, 8 et 9 novembre. Ce mouvement se poursuit.

L'enjeu est important. La presse d'ailleurs ne s'y est pas trompée en évoquant ces problèmes et en soulignant que des solutions devaient être trouvées d'urgence.

Correspondance ■



photo AGIP



Le propre du fieffé menteur, est qu'il maintient contre vents et marées, son mensonge. Et qu'il le répète chaque fois plus fort, dans l'espoir d'être cru par simple effet de répétition. Il en va ainsi de Lionel Stoléro, qui bat la campagne en affirmant que la France en a fait beaucoup moins que les autres pays, qui n'ont pas pris de gants, eux, pour expulser les immigrés comme ils l'entendaient, sans offrir, eux, gentiment, un million, pour aller revoir son pays natal (1). L'ennui, c'est que quand on lui demande de quels pays il s'agit, il est dans l'incapacité de répondre. Tout simplement parce qu'il n'existe nulle part de législation comparable.

Cela ne veut pas dire, loin s'en faut, que la politique des différents pays européens ne mérite pas de critiques ; mais ceux-ci ont au moins respecté les accords bilatéraux qu'ils avaient signés avec les pays d'immigration et les règlements de la CEE ou les recommandations du BIT.

Ce n'est pas fait du hasard si les quinze organisations syndicales réunies à Paris (voir communiqué ci-joint), ont décidé de faire des démarches auprès d'instances internationales telles que le Bureau international du travail, l'UNESCO, la CEE, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Conseil de l'Europe... La politique de Stoléro contrevient à tous les accords passés internationalement.

Mieux, la section sociale du Conseil d'Etat, consultée sur le projet, avait rendu un avis défavorable, estiment que la suspension de l'immigration familiale était une mesure inconstitutionnelle et contraire aux

accords internationaux. Il ne restait à Stoléro que le seul appui de Raymond Barre. Ce n'était pas lourd.

Un recul qui n'en est pas un

Devant le tollé que ses mesures ont provoqué, Lionel Stoléro, amorce la marche arrière. Un décret paru au JO du 11 novembre, en maintenant les dispositions du décret du 29 avril 1976, stipule que « le conjoint et les enfants de moins de dix-huit ans d'un ressortissant étranger bénéficiant d'un titre de séjour, qui veulent s'établir auprès de ce dernier, ne peuvent se voir refuser l'accès au territoire français ou l'octroi d'un titre de séjour ». Sauf, sauf :

— si l'étranger concerné ne justifie pas d'une année de résidence en France en situation régulière ;

— si le même étranger ne dispose pas de ressources stables ou d'un logement décent, ou s'il n'a pas satisfait au contrôle médical ;

— si sa présence se heurte à des considérations tirées de l'ordre public ;

— ou encore si sa venue n'a pas pour motif le regroupement familial.

Stoléro se garde suffisamment d'armes pour poursuivre la même politique, en multipliant les difficultés d'application et en laissant au ministère de l'Intérieur la responsabilité de l'interprétation de la loi.

Dans le même temps, Stoléro, entend jouer non seulement sur les divisions qu'il espère provoquer, en cette période de chômage, entre travailleurs français et étrangers, mais aussi entre les divisions qui

peuvent surgir entre les travailleurs étrangers eux-mêmes.

En effet, les travailleurs immigrés natifs des pays de la CEE ne sont pas touchés par ces mesures. La « libre circulation des travailleurs » de ces pays a en effet été négociée au niveau du Marché commun et il ne peut revenir dessus. Pour les immigrés des autres pays et malgré des conventions bilatérales, Stoléro essaye d'introduire des statuts différenciés. Les préoccupations politiques n'étant pas étrangères à ces différences.

C'est ainsi que le gouvernement portugais a reçu des assurances. Les travailleurs portugais ne seront pas touchés par ces mesures. Pour ce qui est des Espagnols, des négociations semblables n'ont pas abouti aux mêmes conclusions. C'est cas par cas que l'on règlera les problèmes. Mais il n'est pas impossible...

En ce qui concerne les travailleurs du Maghreb, la tournée faite par Stoléro dans les trois pays d'Afrique du Nord, si elle n'a convaincu aucun des gouvernements ou syndicats, a ouvert de petites portes...

Manière comme une autre de tenter d'isoler les travailleurs des pays d'Afrique.

L'offensive nécessaire

Face aux « grandes et petites manœuvres » du sieur Stoléro, les syndicats ont donné l'exemple. Le type d'unité qu'ils viennent d'établir, sa dimension internationale, créent une situation nouvelle. C'est à partir d'elle qu'il faut contrebattre les projets gouvernementaux.

Le point d'appui est évident. Il faut partir des préoccupations de chaque immigré en son lieu de travail ; en lui montrant non seulement notre solidarité au-delà des mots, dans les faits — mais aussi que les organisations syndicales de son propre pays, en alliance avec les syndicats français, entendent le soutenir dans ses luttes.

C'est dire que les conditions de l'offensive sont réunies qui permettront de limiter d'abord puis de briser définitivement les mesures prises par le gouvernement Barre.

Christian GUERCHE ■

Quinze syndicats accusent

Pour la première fois s'est tenue à Paris le lundi 7 novembre une importante réunion regroupant à l'initiative de la CGT, de la CFDT et de la FEN ; les syndicats de sept pays exportateurs de main-d'œuvre — Algérie (UGTA), Espagne (Commissions ouvrières, UGT, USO), Italie (CGIL, UIL, CSIL), Maroc (UMT), Portugal (CGTP), Tunisie (UMT), Yougoslavie (CCY), ainsi que l'organisation unifiée des syndicats africains (OUSA).

Le choix de Paris pour cette réunion n'était pas fortuit. Les syndicats étaient en effet réunis pour « examiner l'aggravation et les répercussions de la crise actuelle en Europe occidentale et particulièrement en France, sur les conditions de vie et de travail des travailleurs migrants et nationaux ».

Les participants à la rencontre ont unanimement condamné la politique « raciste » du gouvernement français et les mesures annoncées par Lionel Stoléro. Ils appellent l'ensemble des travailleurs à lutter activement contre cette politique.

Dans le communiqué final, les quinze organisations syndicales précisent leurs revendications en matière de politique d'immigration. ■

où donner du panier ?

Petit commerce
ou grande surface ?
Les désarrois
politico-consommateurs
d'une ménagère

D'abord, j'ai admiré. Engueuler les détaillants, fauteurs de vie chère, en pleine période électorale, il fallait le faire. Un Premier ministre qui déclare la guerre aux prix, au risque d'y laisser des plumes électorales, ça ne se trouve pas dans toutes les musettes gouvernementales ! Un point pour Barre, un !

Puis j'ai réfléchi. Guerre aux prix ? Voire : l'inflation va bon train si j'en crois à la fois les experts du PSU (voir *TS* n° 761) et mes perplexités de ménagère. Et si le numéro de Barre n'était, une fois de plus, qu'une habile façon de bloquer l'évolution de l'indice pour « tenir » artificieusement ses fameux moins de 10 % de hausse des prix en 1977 ?

Mise en méfiance, j'ai continué de réfléchir. Et de me dire que, même sur le terrain politique, le professeur Barre prenait sans doute des risques électoraux plus calculés que sérieux. Bien sûr, les giscardiens perdront des voix commerçantes ; mais gagneront — peut-être — des voix consommatrices. Tandis que les chiraquiens, jouant les sauveurs du petit commerce récupéreront la majeure partie des voix boutiquières. Royer, de Tours et de la loi qui porte son nom, se chargera du reste. Bien joué en somme par la majorité !

Le charme discret de la petite bourgeoisie boutiquière

A force de commencer à comprendre, j'ai bien failli succomber au charme discret de la petite bourgeoisie boutiquière. Histoire de disputer à la droite ces milliers de voix qui, en mars 78.... D'accord, le petit commerce vous estampe. Oui, mais, il fait tant pour l'animation du quartier (parlez-moi pas des cités-dortoirs nanties, pour tout potage commercial, d'un grand centre anonyme et racoleur, lointain, standardisé, sous-cellophanisé et doté d'horaires de fonctionnaires !).

Et pour les relations humaines, le service personnalité, le dépannage-minute du soir tard ou du dimanche imprévoyant ? Rien de tel que le « petit Marocain du coin » : même ma voisine de palier, qui est raciste, le reconnaît.

Et puis, j'ai mes faiblesses, la fibre fiscale prête à vibrer aux malheurs du contribuable. Les tourments des détaillants en ce domaine font grand bruit : si Nicoud en

parle tant, il a sans doute ses raisons. Il n'y a pas de fumée sans feu. Erreur ? Le commerce bénéficie au contraire de privilèges fiscaux scandaleux ? Peut-être. Pas suffisants en tout cas pour lui permettre de se refaire vraiment une santé. Il n'est que de voir les faillites, fermetures de magasins, suicides de petits boutiquiers acculés au désespoir...

Enfin, si les technocrates bouffent du petit commerce, c'est suspect : le technocrate, ontologiquement, a tort. La solidarisation des pauvres bougres — le petit commerce et moi —, est un devoir face aux grands appareils technocratiques comme dit Alain Touraine.

Donc, j'allais sombrer dans la perversion des tendresses indues. Quand ledit petit commerce de la boulange et du croissant — beurre a pris le mors aux dents, fermé boutique et baissé le rideau. Ça m'a mis la puce à l'oreille : pas di dérélictueux que ça, le détaillant spécialiste du plat chaud prêt-à-consommer et du petit rouge au comptoir, du poisson frais et du fruitzélégumes hors de prix. Menaçant de rallumer les guerres nicoucolines et poujadistes qu'on croyait oubliées, il cogitait ferme sur l'art et la manière de contourner les mesures des technocrates pourtant favorables au consommateur ? Lesquels moyens sont plus nombreux qu'on ne pense : on peut rogner sur la quantité ou mollir sur la qualité des articles placés sous haute surveillance : on peut débaptiser les produits à prix bloqués, on peut renoncer à fabriquer les biens taxés... Exit ma sympathie fugace pour le petit commerce.

L'arnaque des grandes surfaces

De là à en pincer, comme le recommande Barre, pour le grand commerce ! Franchement, je n'en suis pas. Surtout que le *PSU-Documentation* éditée en avril 70 par la rue Borromée est formel : « *La rivalité des grandes firmes conduit moins à l'amélioration des produits ou à l'abaissement des prix qu'à une surenchère au niveau des dépenses improductives et des efforts d'organisation consacrés à la commercialisation.* » Gonflement des services d'étude de marché et de prospection : gaspillage publicitaire ; racolage du client qu'on pousse à boire sans soif, à manger sans faim et à acheter sans raison sont la loi du genre des grandes surfaces. Au détriment du consommateur, bien sûr.

Au reste, note toujours le même *PSU-Doc*, « *la concurrence commerciale tend moins à la disparition pure et simple du petit commerce qu'à un partage du marché conforme aux intérêts du commerce monopoliste.* » Mieux : « *La survie d'un important secteur commercial à rentabilité médiocre est, pour le grand commerce, la plus sûre garantie pour réaliser des marges largement supérieures au taux de profit moyen.* »

Enfin j'apprends que le réseau des super et des hyper marchés est presque intégralement contrôlé par de grands groupes capitalistes rébarbatifs : « *Par divers biais, les groupes financiers vont contrôler de plus en plus les formes modernes de distribution. La concentration — par voie de fusions, d'accords, ou de participations croisées — s'accélérera de telle sorte qu'il n'y aura plus*

que quelques leaders dans chaque branche, commerciale, leaders qui seront eux-mêmes étroitement liés au capitalisme financier. »

Alors que faire, quand on est ménagère ? « *Favoriser une prise de conscience politique de type anticapitaliste de la part d'un certain nombre de petits commerçants.* » D'accord. Etre « *attentive au développement de toutes les revendications du mouvement commerçants qui traduisent une évolution des comportements politiques et sociaux de cette couche sociale et qui, au lieu de consacrer son particularisme, expriment l'acceptation d'un statut social proche de celui des travailleurs salariés, (assimilation fiscale sur la base d'un « salaire fiscal » fondé sur les revenus réels...).* Bien sûr. « *Favoriser la recherche par les commerçants de solutions économiques à court ou moyen terme traduisant un refus concret de la logique du développement capitaliste dans le secteur de la distribution : formules coopératives, recherche de liens directs avec les organisations agricoles, etc.* ». Evidemment.

Mais en attendant les temps bénis d'une « *organisation socialiste de la distribution* » liant groupements de distributeurs et de consommateurs, je suis, entre grandes surfaces et petits commerçants, comme l'âne de Buridan : incapable de choisir. Dans l'immediat, une seule solution m'apparaît donc raisonnable et « politiquement juste » : la grève de la faim.

Julie SIMONET ■

Vient de paraître

Les juges et le pouvoir
Gérard Masson
500 pages 55 F

Coédition Syros/Moreau

à commander aux
éditions SYROS
9, rue Borromée 75015 Paris

Gérard Masson

**LES JUGES
ET
LE POUVOIR**



sur la route de Canjuers

A Trans et à La Motte
la guerre des nerfs a commencé

Autour du camp militaire de Canjuers, les accidents de la circulation se multiplient. Les convois empruntent quotidiennement les gorges de Châteaudouble — une route touristique très étroite — et provoquent des embouteillages monstres. A Canjuers, on a bon espoir de régler le problème avec une route militaire à double voie qui partirait de la gare de Saint-Roseline (une dizaine

mètres pour faire passer la route sur le flanc opposé de la colline.

Monsieur Béraud explique que le projet actuel détruit la seule forêt de la commune qui ait une valeur écologique. Il rappelle les récents propos du président de la République sur la défense de l'environnement. Il dit aussi que la route passera à l'intérieur du périmètre de protection de la source de



Photo Bernard Blanc

Draguignan 1977 - L'armée donne des cours

d'hectares de voies ferrées, récemment visités par Bourges, quasiment inemployés depuis un an) et rejoindrait le camp en évitant Draguignan... mais en passant par de nombreux petits villages.

C'est là que tout se complique. Une polémique virulente se développe, ces jours-ci entre Trans-en-Provence et La Motte, deux bourgades voisines. Déjà, plus haut, vers Canjuers, la municipalité de Piganières a bloqué le projet de route pendant très longtemps. Et voici que d'autres s'y mettent. Une vraie trainée de poudre.

Un tracé, reconnu d'utilité publique, a été retenu : il passe par la forêt de Darboussière, a travers laquelle il fera une saignée d'environ 40 mètres de largeur. Monsieur Béraud, le maire de Trans, conteste cette décision. Avec son conseil municipal, il a établi un contre-projet qu'il a soumis au ministère de l'Équipement, resté pour l'instant silencieux sur cette affaire. Il s'agirait de repousser le tracé de quelques centaines de

Valaury qui alimente en eau une commune voisine, le Muy.

C'est là que Maître Rosé, le nouveau maire de la Motte, se fâche. Il multiplie les déclarations à la presse et au public, assurant qu'il s'opposera par tous les moyens à ce nouveau tracé. Ex-PSU, Maître Rosé est maintenant au PS. En s'attaquant à un projet de l'armée, il se démarque nettement de la ligne du PS varois qui a toujours tout fait pour aider les autorités militaires à s'implanter dans le département.

Maître Rosé rappelle que ce nouveau projet va entraîner des expropriations de terres vinicoles et, surtout, qu'il va bouleverser la vie des habitants du petit hameau de Meyas, puisque la route devrait passer à quelques centaines de mètres de là. Et, de nouveau, plusieurs sources alimentant la population locale sont mises en danger. Maître Rosé rappelle que la commune de la Motte a déjà subi un préjudice considérable avec la gare militaire de Saint-Roseline et que ça suffit.

Les militaires se font du souci : depuis le temps qu'ils attendent leur route, ils commencent sérieusement à douter de sa réalisation. Le plus drôle c'est que cette route, dans la population locale, devient un sujet de galéjade. Quand on parle d'un projet irréalisable, on le compare aussitôt à la route militaire. C'est pas bon pour le moral des troupes.

La situation est bloquée. Une première percée a été effectuée dans la forêt, à l'orée de la Darboussière, mais elle n'est pas allée bien loin. Le chantier devrait commencer dans les jours qui viennent, dès que les enquêtes parcellaires seront terminées. Et pourtant, rien n'est réglé. A Trans et à la Motte, la guerre des nerfs a commencé. De chaque côté, on est certain de son bon droit. Et pendant ce temps les habitants de Draguignan protestent de plus en plus fort contre les dangers que font courir les convois à la population. Prises entre deux feux, les autorités militaires restent étrangement silencieuses.

Bernard BLANC ■

Le consensus antinucléaire

Le gouvernement rencontre des difficultés pour faire voter le budget militaire de la marine. Malheureusement, il n'y a pas lieu de s'en réjouir. Les députés critiquent surtout l'abandon du sixième sous-marin atomique du type *Redoutable*. Pire. Les députés communistes et socialistes se sont joints au concert de protestation avec les députés RPR.

On a même entendu un discours stupéfiant de Chevènement, le leader du CERES : pourquoi abandonner ce sous-marin disait-il, alors que se dessine « un consensus national » sur le nucléaire militaire ?

Au même moment, on apprenait qu'un document sur la défense a été élaboré par le PS, avec l'accord du CERES. Ce document se prononce à la fois pour le nucléaire militaire et l'Alliance atlantique.

L'affaire du budget de la marine est significative : le débat sur la Défense est ouvert, et dans tous les milieux. La gauche officielle a cru bon d'abandonner les perspectives qui ont toujours été celles du mouvement ouvrier : celle de la défense populaire. Alors que se manifeste partout la contestation populaire du nucléaire (civil et militaire) elle choisit ce dernier.

Le « consensus » dont parle Chevènement n'existe pas... sauf au Parlement. Rien n'est plus urgent que de rassembler le courant autogestionnaire contre le nucléaire militaire et pour une défense populaire ; la seule possible dans la perspective autogestionnaire, parfaitement compatible avec les armements les plus efficaces.

Pour réaliser l'unité populaire autour de cet objectif, pour peser dans le débat ouvert sur la défense, il faut aller au-delà de la seule dénonciation du nucléaire. Tel est l'objectif du « Forum pour une défense populaire non nucléaire » (1) qui se tiendra à Paris les 26 et 27 novembre. ■

(1) A l'initiative de J. de Bollardière, L. Caul-Futy, B. Boudouresques, Cl. Bourdet, L. Besson, R. Dumont, R. Garaudy, H. Laborit, Cl. Gau, G. Montaron, A. Joxe, J.-M. Muller, M. Mousel, P. Virilio.

Oedipe, Caramanlis et les autres

On vote en Grèce, ce dimanche. Pour Caramanlis ou Papandréou. Pour le père ou le fils révolté. Mais derrière cette histoire d'Oedipe mal liquidé se joue l'indépendance du pays — hors du Marché commun — ou son aliénation dans la Communauté.

Le 20 novembre prochain, des élections législatives vont se dérouler en Grèce. Moment politique particulièrement important pour un peuple qui sait d'expérience l'équilibre fragile de la vie démocratique de son pays. Ces élections vont permettre en effet une meilleure mesure du rapport de force qu'en novembre 74 (1) où l'Etat d'inorganisation des forces de gauche et l'alternative « Caramanlis ou les chars » furent particulièrement défavorables aux travailleurs.

Un fort mouvement populaire est peu probable dans la période. Le problème chypriote, le conflit gréco-turc, en mer Egée, et une croissance touchée de manière moins aiguë par la crise font en effet que les classes dirigeantes s'appuient sur un sentiment d'unité nationale réel et le maintien d'un appareil répressif pour désamorcer toute contestation radicale de son pouvoir. Cependant une question demeure : Pourquoi Caramanlis a-t-il avancé d'une année les élections alors que son parti à lui seul dispose de 54 % des sièges parlementaires ?

Fascisme et « comportements grecs » sont des données essentielles si l'on veut comprendre la vie politique de la Grèce d'aujourd'hui. La dépendance économique de cette dernière a impliqué jusqu'ici une soumission totale à la Grande-Bretagne, puis aux Etats-Unis ; que ce soit par la guerre civile, la démocratie autoritaire d'après-guerre, ou par la dictature des colonels. L'échec des plans de la CIA et des militaires d'Athènes à Chypre en 1974 ont amené les Etats-Unis à jouer la carte turque pour obtenir la partition de l'île (2) et à passer un compromis acceptable en Grèce à travers la personne de Caramanlis.

Résultat d'un compromis entre les militaires, les monarchistes, l'oligarchie « compradore », une partie de la bourgeoisie intérieure (3) et les Etats-Unis, Caramanlis doit cependant tenir compte du fort sentiment anti-impérialiste qui anime le pays. Poursuivre le développement dans lequel il a engagé la Grèce l'oblige aujourd'hui à procéder à un rééquilibrage subtil.

Et comme sa légitimité, acquise en 1974, est contestée par la gauche, Caramanlis ne peut que réaliser un plébiscite sur sa personne et son projet politique : l'intégration de son pays au Marché commun.

« Comportement grec » : les données psycho-sociologiques sont indispensables pour comprendre l'originalité de la situation. Les travailleurs se passionnent pour le débat politique à condition qu'il ait une dimension théâtrale. Un parti n'existe qu'avec un leader charismatique, le « machisme » méridional ne faisant que renforcer cet état de fait.

Caramanlis c'est un « chef, l'ami de Giscard et de ses mirages, face aux turcs, celui qui tient les militaires dans l'ombre avec le sinistre Averoff, Caramanlis enfin



Photo AFP

c'est le modernisme : l'Europe, par opposition à l'Orient, aux Balkans... »

Papandréou c'est « l'opposant, le fils du père, le révolté, l'anti-américain, l'intellectuel brillant et surtout un excellent orateur ». Tous les ans, en septembre, a lieu la fête du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique que préside Andreas Papandréou), avec une première partie politique et une seconde culturelle ; fait incompréhensible pour les Français : le stade est archicomble en début de soirée et se vide de moitié lors de la représentation artistique ! La télévision, elle, ne fait que refléter le duel permanent entre les deux leaders. L'absence de vie démocratique, la propagande anti-communiste durant vingt ans n'a guère suscité une politisation réelle des débats. Les politiciens grecs le savent, à droite comme à gauche ; ne pas jouer le jeu, c'est l'échec assuré. Cela pose quelques problèmes sur le

ou les projets socialistes de cette même gauche.

Aux urnes citoyens

Divisée sur le rôle de Caramanlis, l'opposition l'est encore plus aujourd'hui sur la question de la CEE (Communauté économique européenne). Personne ne l'ignore. C'est l'enjeu véritable des élections, un enjeu à tous égards historiques.

L'EDIK, ex-Union du centre de Georges Mavros, leader de l'opposition et négociateur officiel pour l'entrée de la Grèce dans l'Europe des Neuf, recueille quelques unes des suffrages de la petite bourgeoisie libérale. Mais elle est surtout soutenue par une large partie de la bourgeoisie industrielle. Objet de tous les commentaires et de toutes les suppositions, elle sortira probablement diminuée électoralement (4), mais sans doute plus forte et plus claire politiquement pour participer au gouvernement.

On comprend dès lors l'opportunité politique et la nécessité économique de la consultation du 20 novembre. Passer de l'orbite exclusivement américaine à une ouverture européenne permettrait d'achever l'intégration de la Grèce dans la sphère ouest européenne et de modifier le bloc au pouvoir en se démarquant de la droite fasciste. Caramanlis pourrait alors réaliser les indispensables réformes sociales et la modernisation de l'appareil d'Etat. Pour le premier Ministre c'est un pari, mais un pari qu'il lui faut gagner.

En effet, si la loi électorale, avec ses nombreux trucages, assure à Caramanlis une majorité des sièges (12 000 voix pour un député de droite, 58 000 voix pour un député de gauche), les contradictions internes à la classe dirigeante vont se renforcer. La couche « compradore », liée aux intérêts étrangers, va-t-elle accepter les réformes sociales ? Et que feront les militaires et les monarchistes qui possèdent toujours une sérieuse marge de manœuvre ? Vont-ils accepter de se laisser déposséder d'une parcelle de pouvoir ?

On peut penser que les Etats-Unis vont avaliser cette optique européenne : à condition toutefois que le contrôle indirect exercé par le biais de la RFA et de la France soit garantis.

À gauche, le Parti communiste de l'intérieur, eurocommuniste, se rallie également à un marché commun sous condition, l'objectif prioritaire pour lui demeurant le renforcement de la démocratie bourgeoise. « La Grèce dans la CEE c'est un état de fait et il faut se préparer à démocratiser cette entente avec les parti eurocommunistes et eurosocialistes ». Allié à la « marche socialiste » Socialistiki Porreya, ils ont proposé un programme commun minimum. Pour cette dernière, petite formation à problématique autogestionnaire, l'unité contre Caramanlis doit se faire à tout prix.

Le PC orthodoxe a refusé, il ne peut s'allier au PC de l'Intérieur puisqu'il n'existe pour lui qu'un « seul et vrai parti communiste ». Cette force bien implantée en milieu ouvrier est opposée au marché commun

mais n'offre guère d'alternative... si ce n'est le COMECON !

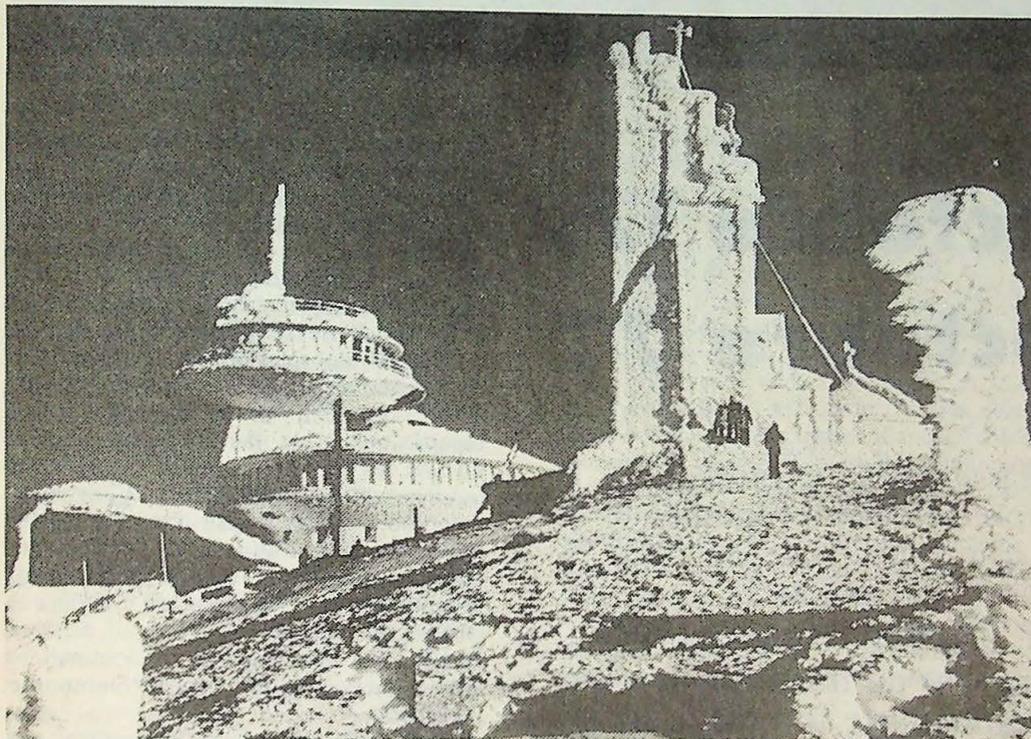
Le PASOK a également refusé l'alliance ; il n'est en effet pas question pour ce dernier de transiger sur l'Europe. Andréas Papan-dreou a repris les propos qu'il avait tenus à Malte lors de la conférence des partis socialistes et progressistes de la Méditerranée : « L'adhésion la privera (la Grèce) des moyens de contrôler la circulation des marchandises, du capital et du travail [...] elle va achever de donner au pays un caractère dépendant, complémentaire et périphérique » (5). Force vive du pays, le PASOK ne devait-il pas pour autant tenter un accord ?

Les résultats des élections de dimanche nous permettront de répondre à cette question, de vérifier la tactique de Caraman-

lis et de mesurer l'impact électoral des différents forces de gauche et de leurs objectifs.

Joël SATRE ■

- (1) Cf. notre encadré sur les résultats électoraux de 74.
 (2) Qu'on pourrait définir comme une couche sociale investissant dans l'industrie où le taux de profit est particulièrement intéressant eu regard des bas salaires, mais qui accepte d'être dépendante des multinationales pour ce qui est de la technologie et des détachés.
 (3) Cf. « L'impasse chypriote », TS n° 761.
 (4) Dernièrement le quotidien grec Eleftherotypia publiait le sondage suivant : EDE (extrême droite) : 6 % ; Nouvelle démonatie (36 %) ; PASOK (25 %) ; EDIK (11 %) ; KKE (PC orthodoxe) : 10 % ; Union démocratique (PC intérieur + Socialistiki Perroya) : 8 % ; Centre : 4 %.
 (5) le Monde diplomatique, novembre 77 Cf également à propos de la conférence de Malte, L'enjeu méditerranéen, éd. Syros, 1977.



un journal est né

Après la libération des membres du Comité de défense des ouvriers, ce comité a étendu son champ d'intervention. Il ne se limite plus à la défense des ouvriers renvoyés et emprisonnés après les événements de la ville de Radom et de l'usine d'Ursus, à l'action en faveur de leur libération, de leur réintégration dans les anciens emplois ni à l'aide à leurs familles.

Il s'est transformé en comité de solidarité sociale.

Il publie depuis trois mois un journal ronéoté intitulé *Robotnik* (L'Ouvrier). Ce titre, organe depuis la fin du XIX^e siècle du parti socialiste polonais, engagé dans la lutte pour l'indépendance nationale et sociale, exprime clairement l'intention de ses auteurs de reprendre cette tradition, de s'appuyer sur l'action autonome de la classe ouvrière.

Il se présente sous la forme de quatre feuillets où figurent, outre un exposé programme réclamant la reprise du dialogue

entre le parti au pouvoir et les représentants de l'opinion publique, intellectuels et ouvriers, les correspondances d'ouvriers d'usines. Cette publication n'est pas clandestine. Ce n'est pas un *samizdat*. Les noms et les adresses des rédacteurs sont indiqués. Ils sont plusieurs dans la capitale et dans les villes de province. On a l'impression que l'implantation du journal est assez étendue.

Pour une opposition légale

L'objectif que vise ce groupe représentatif de l'opposition démocratique est d'être reconnu par les autorités comme un interlocuteur valable d'abord, reconnu ensuite comme l'est déjà l'église catholique.

Il ne semble pas qu'on tende à créer un second parti, ce qui paraît actuellement impossible. Mais la crise économique et sociale est si grave que le parti peut être

amené à tolérer une forme organisée d'opposition.

Dans l'immédiat, l'existence du comité est tolérée, comme d'ailleurs celle du Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen. Cette multiplication des centres d'action indépendants montre à quel point l'opinion publique aspire à exprimer ses postulats et ses revendications. Malgré le titre qui se réclame du parti socialiste polonais, le comité de solidarité sociale ne se proclame pas socialiste. Il est composé d'anciens communistes, d'anciens socialistes, de catholiques, de croyants et d'incroyants. Il se propose d'obtenir, grâce aux actions légales, le respect des lois en vigueur et des institutions démocratiques inscrites dans la Constitution et qui subissent les rigueurs de la censure et de la surveillance policière.

Il tend au rétablissement des organisations syndicales indépendantes et des conseils d'usines librement élus par les ouvriers, ainsi que de l'indépendance nationale sans chercher la rupture avec l'URSS. Il voudrait obtenir le statut de l'opposition légale.

V. F. ■

PSU documentation

Edité par le service formation
du PSU Numéros disponibles

N° 22/23	Sur le Mouvement Politique de Masse	2,00
N° 24/25	La Police dans la Lutte des Classes	2,00
N° 27/28	La Crise de Système Monétaire International	2,00
N° 49	Le Recrutement	1,00
N° 52/53/54	Quand les Patrons !	3,00
N° 56/57	Sionisme et Libération Palestinienne	4,00
N° 86/87/88	Le Chômage	6,00
N° 92/93	Une section du P.S.U. à Paris	4,00
N° 94/95	Militer contre le Militarisme	4,00
N° 96/97	Le Syndicat de la Magistrature	4,00
N° 98/99	Le Syndicalisme à l'Ecole	4,00
N° 102	Comité de Soldats, Droit Bourgeois et Lutte de Classes	2,00
N° 106/107	Le P.S.U. Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110	Comment battre la Droite	2,00
N° 111/112	Militer à l'Université	4,00
N° 113/114/115	Les Chrétiens et la Lutte pour le Socialisme	6,00
N° 116/117/118	Electro-Nucléaire - Le P.S.U. accuse	6,00
N° 119	Parti Socialiste, Social-Démocratie et Socialisme	2,00
N° 120/121/122	Les Couches Sociales à la Campagne	6,00
N° 123/124	Une Fédération du P.S.U./Tarn et Garonne	4,00
N° 125/126/127	Nationalisations et Autogestion	6,00
N° 128	La Formation dans les Fédérations du P.S.U.	4,00

Commande accompagnée
du règlement à :

EDITIONS SYROS

9, rue Borromée - 75015 PARIS

ABONNEMENT

10 N° F. 30,00

A adresser à EDITIONS SYROS - 9, rue Borromée - 75015 PARIS

Le 1^{er} Mai 1917 à Pétrograd

Scène de la Révolution d'Octobre ; soldats dans le grand escalier du Palais d'Hiver à Léninegrad.



octobre 17, octobre 77

Passé glorieux. Présent contesté, voire répudié. Les dirigeants du Kremlin n'ont pas renoncé à l'hégémonie de leur Parti au sein du mouvement communiste international

L'importance historique de la Révolution d'octobre demeure, malgré ses décevants effets dans le pays où elle s'est déroulée. Seule la grande révolution française a eu une telle influence dans le monde.

On cherche à réduire la grande révolution russe aux dimensions d'un coup d'Etat, de portée limitée, avec des résultats négatifs ; de ramener l'expérience bolchévique à l'établissement d'une dictature monolithique, comme on attribue à Marx la responsabilité de la terreur stalinienne. On feint d'ignorer que le dessein de Lénine était tout autre et que, comme celui de Robespierre, il n'a pas pu être mis à exécution.

Car il faut distinguer ce qui est de ce qui fut, la Révolution d'octobre de l'URSS, le projet de Lénine d'affranchir tous les opprimés du pouvoir conservateur de Brejnev qui sévit contre « tous ceux qui pensent autrement ». Nous nous réclamons, sans nul fétichisme, des enseignements de ces « dix jours qui ébranlèrent le monde », comme se sont réclamés, pendant un siècle, de la grande révolution française tous les démocrates, malgré ses échecs, malgré la réaction de Thermidor et de Brumaire, malgré

l'Empire et ses sanglantes aventures, malgré la sombre nuit de la Restauration.

Les parades militaires, les discours solennels, les défilés obligatoires ne peuvent dissimuler l'abîme qui sépare les bénéficiaires du régime des simples travailleurs, victimes de multiples discriminations et inégalités. Il ne suffit pas de dire que la production globale a augmenté tant de fois en l'espace de soixante ans. Il importe de savoir comment ce produit global est réparti, quelle est la différence entre le niveau de vie des dirigeants et celui des ouvriers et des kolkhoziens. C'est alors qu'on pourra faire le bilan des progrès, qui sont réels, et des insuffisances et défauts, qui ne le sont pas moins ; du rôle partiellement progressif de l'URSS sur l'arène mondiale et de son rôle entièrement régressif dans sa propre zone d'influence et de domination, ainsi qu'au sein du mouvement communiste international.

Cent trois délégations étrangères ont accouru à Moscou pour célébrer le lointain anniversaire de la révolution victorieuse. Comme elles sont hétéroclites : communistes orthodoxes et hétérodoxes ; socialistes de droite et de gauche ; représentants des peuples affranchis de l'oppression étrangère et de ceux qui luttent pour leur libération nationale et sociale ! Tous, ils ont rendu hommage au glorieux passé ; peu nombreux ont été ceux qui ont mis sur le même plan ce passé, devenu légendaire, et le présent de plus en plus contesté et même répudié.

Dans son discours, Brejnev a été à la fois ferme et conciliant.

Ceux qui ont le droit, et ceux qui ne l'ont pas

Il a offert la normalisation des rapports aux Chinois, la tolérance mutuelle aux eurocommunistes, à condition qu'ils ne dépassent pas le seuil critique, n'opposent pas un autre modèle à celui qui existe en URSS et qui, à des aménagements secondaires près, devrait être considéré comme la voie royale du socialisme.

Comme toujours, le rapport des forces détermine le degré de la tolérance. Ce qui est

permis à Berlinguer ne l'est pas à Carillo ; le premier a pu à la tribune officielle mentionner, avec souplesse et discrétion, les désaccords entre le PCI et le PCUS ; le second a été brutalement interdit de tribune. Quant aux représentants du PCF, ils ont été en deça des Italiens, ne désavouant que conditionnellement la censure du discours de Carillo. De surcroît, Aragon, revenant à ses anciennes amours, a oublié ses critiques récentes, pour chanter, comme il y a vingt ans, la gloire du socialisme existant en URSS.

Divers sont les chemins de l'eurocommunisme en pleine évolution. Le raidissement du PCF, qui fait problème pour ses homologues de Rome et de Madrid, risque d'obérer leur solidarité et, sans porter atteinte à leur autonomie à l'égard de l'URSS, de compromettre pour un temps l'insertion dans leurs communautés nationales.

Libéralisation ? Niet !

Tout en prêchant la non-ingérence dans les affaires internes des différents partis communistes, modulée cependant par « l'internationalisme prolétarien » genre tchèque et hongrois, Brejnev n'a admis aucune critique du régime de l'URSS, n'a annoncé nulle réforme de structure, nulle atténuation des contraintes idéologiques et policières.

Il a rejeté toute ingérence dans la vie des pays du camp oriental, toute intervention en faveur des dissidents au nom de la Charte internationale des droits de l'homme ou de l'acte final d'Helsinki. Il en a fait la condition de la coexistence pacifique et de la coopération entre l'Est et l'Ouest.

Pour éviter toute équivoque, ses porte-paroles ont fait savoir que, dans ce domaine, il ne faut pas s'attendre à la moindre concession. A Belgrade, Vorontsov, chef de la délégation soviétique, a menacé de rompre le débat, si les délégués occidentaux continuaient à s'élever contre la répression en URSS et en Tchécoslovaquie. A Paris, à la télévision, Tchakowski, directeur de la *Gazette littéraire* a annoncé la condamnation des dissidents avant même que leurs affaires ne soient instruites. A Moscou, l'amnistie qui vient d'être promulguée, ne concerne pas les dissidents ; elle a été limitée aux délits mineurs. Quant aux droits de libre circulation des hommes et des idées, signalons les rigueurs de la censure et les entraves dressées contre l'émigration.

Il serait donc illusoire de croire qu'on s'oriente en URSS vers la libéralisation du régime, comme en témoigne la nouvelle Constitution, plus répressive encore que celle de Staline, datant de 1936.

Une initiative positive, mais

Cependant, la coexistence et la coopération restent la règle des relations avec les Occidentaux. Brejnev a proposé la suspension de toutes les expériences nucléaires, en attendant l'arrêt de la production, la réduction progressive, puis la suppression des stocks d'armes de destruction massive.

Cette initiative, quel que soit son arrière-plan tactique, tendant à bloquer les progrès de la technologie militaire américaine, doit être soutenue par le mouvement ouvrier



Photo Roger Viollet

... aux bagnes sibériens de Staline (1931)

mondial. Mais pourquoi ne pas proposer en même temps la réduction des effectifs et des armements classiques, domaine où la prépondérance soviétique reste considérable, comme vient de le montrer le défilé militaire sur la Place Rouge du 7 novembre ?

L'URSS a cessé d'être un modèle de l'édification du socialisme. Les partis communistes étrangers, à de rares exceptions près, cherchent à s'en démarquer, proclament leur volonté de trouver d'autres voies du socialisme et leur indépendance absolue à l'égard de l'URSS. Tant qu'ils le font avec discrétion, leur fronde est tolérée, bien qu'elle soit ignorée à l'intérieur du camp soviétique. S'ils osent l'affirmer publiquement et surtout la théoriser, ils se heurtent à l'hostilité délibérée des maîtres du Kremlin.

Ceux-ci n'ont pas renoncé à l'hégémonie de leur parti au sein du mouvement communiste international. Ils comptent sur

l'échec de l'eurocommunisme pour faire revenir à l'orthodoxie ceux qui s'en sont écartés. Ils favorisent un tel échec en soutenant le statu quo politique et social en Europe de l'Ouest.

Ils s'efforcent en attendant d'isoler les plus intransigeants, espagnols et japonais, de se rapprocher de ceux qui veulent éviter la rupture avec l'URSS comme c'est le cas des PCF et PCI.

Le blocage des progrès technologiques et sociaux, l'usure biologique de l'équipe dirigeante, la poussée des générations nouvelles, avides de pouvoir, tout cela laisse présager, malgré les efforts tendant à figer l'état des choses existant, une évolution inévitable, à plus ou moins long terme, que nulle répression ne pourra empêcher.

Victor FA

De l'espoir de 1917 (« Octobre » d'Eisenstein)...



Photo Roger Viollet



Photo AFP

la mémoire revient de loin

comment devient-on stalinien

Dans *Notre génération communiste* (1) (1953-1968), l'ex-secrétaire général de l'UECF, Philippe Robrieux, ne s'est pas contenté de nous raconter l'histoire de l'« affaire Servin-Casanova » et celle de son élimination qui ont coïncidé. S'il s'en était tenu à ce seul aspect des choses, son livre aurait apporté peu d'éléments nouveaux complétant les révélations qu'il avait déjà apportées dans son *Thorez, vie secrète et vie publique* (2). Il n'aurait pas non plus la même originalité. Car le livre de Robrieux est original. Son objectif est de montrer par le « vécu » fait « de chair et de sang » comment un intellectuel bourgeois peut devenir un « stalinien » même en temps de paix, sans mutinerie de la Mer Noire ni péril fasciste. Il réussit parfaitement.

La première partie du livre est de beaucoup la plus intéressante. Elle était pourtant celui du « responsable » frappé par l'appareil parce qu'il mène trop bien la lutte contre la guerre d'Algérie ; ni celui du « responsable » qui découvre le « stalinisme » en même temps qu'il le conteste et qu'il est broyé par lui.

Il milite... pour se consoler du football

Il aurait pu embellir son adhésion au PCF et son engagement militant. Ce n'est pas ce qu'il fait. Il montre comment il est passé insensiblement du chahut de lycéen et du football (qui l'abandonne par dépit de n'être pas sélectionné dans la « réserve professionnelle » du Racing !) au PCF en passant par le bar « Le Buffon ». Il avoue avec quelle désinvolture il négligeait alors ses études : il ne s'agissait pas d'une conséquence de son engagement ; au contraire, ce sont les reproches d'un ouvrier communiste (« *Le parti n'a pas besoin de bons à rien* ») qui l'ont amené à travailler et à réussir son premier bac.

Robrieux analyse sans complaisance comment il s'est prêté, inconsciemment, à certaines manœuvres plus ou moins dou-

teuses de l'appareil et combien il était « grisé » et « content de lui » lorsqu'il faisait l'objet d'une flatterie ou d'une promotion.

Ce goût singulier du pouvoir...

Il évoque ce goût singulier du pouvoir qui gagne les hommes de l'appareil. Ainsi, lorsqu'il fut membre du secrétariat de l'UEC, il avoue qu'il ne résistait pas au jeu des « initiés ». A chaque changement de ligne, il laissait d'abord parler les membres du bureau qui ignoraient tout et raisonnaient donc à partir de l'ancienne ligne. Puis il lâchait un « *je crois que ce n'est pas juste de poser ainsi les problèmes* », avant de développer la nouvelle argumentation, faisant ainsi ressentir, à ceux qui n'en faisaient pas partie, son appartenance à la catégorie des « initiés » ceux qui faisaient « mystérieusement corps avec le parti ».

Avec la même lucidité, il évoque son aveuglement quasi religieux et son optimisme effréné ; sa fascination pour le bureau national des jeunes communistes, une sorte d'« Olympe inaccessible »...

A cause de cela, son livre est riche de leçons sur le fonctionnement de l'appareil.

Robrieux décrit l'organisation de l'espace mental des hommes de l'appareil. Un adhérent du parti n'est qu'un demi communiste ; on n'est vraiment un communiste que lorsqu'on devient un « responsable » investi par le centre (« *On* » a pensé à toi...). Et le « responsable » rêve de devenir un « révolutionnaire professionnel », c'est-à-dire un « permanent ». Le sommet de l'appareil est un « donjon » où on ne parvient qu'après une très longue ascèse ; seuls les communistes les plus solides peuvent y parvenir ; c'est ce qui préserve le parti contre la pénétration bourgeoise ; c'est aussi ce qui fonde l'autorité absolue du sommet.

Le jeu de l'appareil est un jeu cruel — Robrieux montre comment un permanent sait rabrouer un responsable présomptueux, en le grondant *comme un enfant* devant témoin ; et il a quelques pages stupéfiantes

où l'on voit Thorez humilier ainsi publiquement Louis Baillot au cours d'une conférence fédérale — ; le jeu est cruel ; mais Robrieux nous montre bien comment il sait, en général, trouver des fondements pseudo-démocratiques à ses agissements les plus scandaleux.

Le jeu sait aussi être bienveillant : « *Ça serait bien si c'était toi qui...* ». C'est pourtant une redoutable machine à broyer à laquelle personne ne résiste vraiment lorsqu'il tente d'échapper à sa logique : immédiatement la « rumeur » commence à courir et c'est l'isolement, parfois même, s'il le faut, la salissure ! Ces fortes têtes sont souvent ceux qui font semblant de s'incliner, préférant attendre leur heure plutôt que courir le risque de l'élimination.

En revanche le livre est un peu manqué en ce qui concerne la « génération ». La partie qui suit l'élimination est parfois belle (par exemple à propos du suicide d'Alain Forner), mais elle est trop brève et insuffisamment riche d'informations. On rencontre bien les noms des futurs « leaders » de l'extrême gauche ou ceux de ceux qui seront brisés (Goldmann, Forner). On sent bien venir l'avenir à travers l'histoire de la lutte contre la guerre d'Algérie malgré les coups de frein brutaux de la direction, à travers la croissance même de l'UEC. Mais on ne sent pas venir les signes prémonitoires de mai 1968. Il est vrai qu'ils se sont manifestés après l'élimination de Robrieux.

Certes on vit un conflit de générations : la révolte du militant fasciné et ébloui par les dirigeants lorsqu'il découvre par la pratique qu'eux non plus « ne savent rien » et qu'ils sont pris dans les jeux mesquins et cruels d'un système qui ne sélectionne pas forcément selon les mérites. Mais le livre ici n'apporte pas beaucoup d'éléments. Ainsi, faut-il vraiment croire que Duclos était sénile quand il menait tambour battant la campagne présidentielle de 1969 ? Dommage aussi que Robrieux ne fasse pas preuve de plus d'esprit critique vis-à-vis de Laurent Casanova, même si ce défaut est compréhensible.

Jean-Marie DEMALDENT

(1) *Notre génération communiste (1953-1968)*. Ph. Robrieux, Robert Laffont, 1977, 39 F.

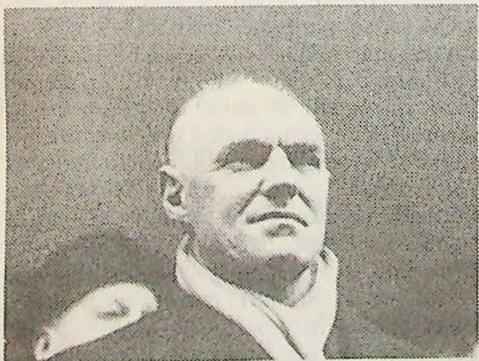
(2) *Thorez, vie secrète et vie publique*. Ph. Robrieux, Fayard, 1975.

un chêne qu'on n'abat pas

Pour Charles Tillon, la « Révolte vient de loin » (1). Ni l'âge ni les épreuves ne l'on apaisée : ajusteur à dix-sept ans, marin du *Guichen* à dix-neuf ans, révolté de la Mer Noire à vingt-deux, bagnard à vingt-trois, puis révolutionnaire professionnel, inspirateur, organisateur et commandant en chef des FTP après le désastre de 1940, ministre du général De Gaulle en 1944, député et maire d'Aubervilliers de 1936 à 1952, suspendu de toutes ses fonctions dans l'appareil du PCF le 2 septembre 1952 pour « fractionnisme », définitivement exclu du parti en 1970, Charles Tillon reste à plus de quatre-vingt ans l'une des grandes figures du mouvement ouvrier français.

Mieux qu'une autobiographie

L'ancien mutin du *Guichen* ne devait plus jamais, après sa libération du bagne militaire de Dar Bel Hamri, penser qu'à se « tenir aux côtés de ceux à qui il devait sa liberté et sa vie reconquise... » être fidèle à ceux dont il avait appris que les travailleurs n'ont à perdre que leurs chaînes. La grandeur de Charles Tillon est précisément d'avoir traversé les épreuves en restant sa vie durant au service des exploités. Une fidélité qui l'a conduit à accepter les responsabilités les plus périlleuses dans l'appareil communiste. Cependant et toujours il a su garder l'indépendance et la souplesse qui permettent d'adapter la lutte aux situations concrètes, c'est-à-dire de remporter des victoires et de tirer les leçons d'un échec. C'est ainsi qu'en 1940, envoyé à Bordeaux pour réorganiser un parti qui a sombré au rythme de la défaite de notre pays, mais avec quelques mois d'avance, il lance de sa propre initiative et avant De



Charles Tillon

Gaulle un appel à la résistance contre la tyrannie de l'occupant et de ses séides pétainistes. Alors qu'à Paris, Duclos se démenait pour obtenir la réparation de *L'Humanité* ! On sait aujourd'hui ce qu'à coûté en sacrifices inutiles et en hommes l'application de la ligne anti-impérialiste et pacifiste définie à Moscou dans le sillage du pacte germano-soviétique.

Plus tard, les résultats obtenus par Tillon

dans la mise sur pied en zone occupée des FTP sont tels qu'il entre au secrétariat clandestin aux côtés de Duclos et Frachon.

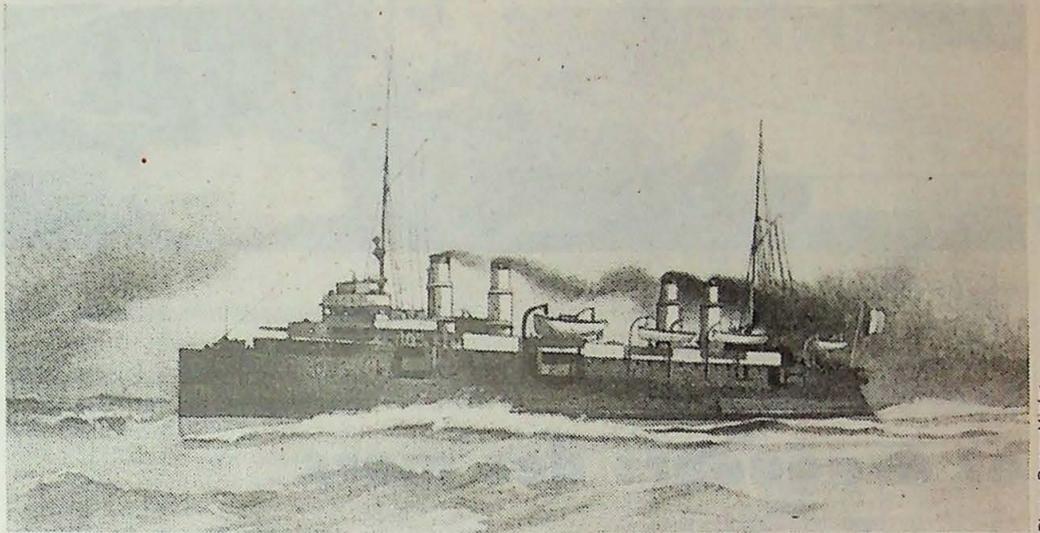
Après la Libération, on lui en sait gré en le rétrogradant du secrétariat au bureau politique. Mais en 1952, il y aura bien mieux encore... « *On chantait Rouge* » (2) est plus qu'une passionnante autobiographie : une pièce essentielle de l'histoire du

mouvement ouvrier de notre pays. Et puis, pourquoi ne pas le dire, on retrouve chez Tillon qui s'est mis à écrire à soixante-neuf ans, le souffle des plus grands.

Michel ETIENNE ■

(1) Charles Tillon, *La révolte vient de loin*, éd. Julliard, 1969, coll. 10/18, 1972.

(2) Charles Tillon, *On chantait rouge*, éd. Robert Laffont, 582 p. 59 F.



Révolte de la Mer Noire en 1919

Photo Roger Violet

adieu, camarades !

Certains ont été stalinien par choix, avec persévérance, de propos délibéré, par vocation, par amour du métier ; d'autres l'ont été presque malgré eux. C'est le cas de Roger Pannequin. Paradoxal ? Scandaleux ? Incroyable ?

C'est pourtant vrai, semble-t-il, de Roger Pannequin. Disons-le tout de suite. Pannequin ne pouvait pas être de cette race d'hommes qui, appelés par les circonstances à fréquenter les allées du pouvoir de la forteresse communiste, découvrent en eux des aptitudes cachées, des désirs inassouvis, la volonté de puissance dont on fait encore aujourd'hui, place du Colonel Fabien, les chefs dont s'honore le Parti communiste.

Il adhère aux JC à une époque « où le bulletin d'adhésion était une grenade ». L'argument n'est pas convaincant ? On pourrait le dire d'autres qui, ayant adhéré dans les mêmes conditions, sont devenus quelques années plus tard de beaux et serviles lieutenants, ou les patrons de la plus solide hiérarchie politique que la France connaisse ? Certainement. Ne les nommons pas. Certains sont morts, d'autres pas. Alors ? Alors rien.

Ou plutôt si. Car Pannequin, si l'on s'en tient à son témoignage, ne semble guère avoir manifesté d'appétits particuliers. Toute la question est là : précise et floue à la fois. Comment peut-on accéder au pouvoir dans le Parti communiste, y exercer de hautes responsabilités, être finalement un stalinien bon teint et ne l'avoir pas vraiment désiré ?

Les néophytes crieront au scandale, gesticuleront, aboieront ou protesteront de leur innocence pour mieux accabler le « stal » qui, vingt-quatre ans après sa destitution du Comité central, raconte, explique, analyse. Avec patience, avec méthode, avec courage. Rien n'y fera. Les plus innocents, les plus enragés, ou les deux, n'échapperont pas à cette terrible évidence — que certains des anciens stalinien connaissent : comment peut-on devenir stalinien sans jamais l'avoir été vraiment ? Pannequin répond à la question dans un récit de près de 400 pages (1) que le plus incrédule des lecteurs recevra au visage comme on découvre avec étonnement un beau jour qu'on vient de perdre son pucelage.

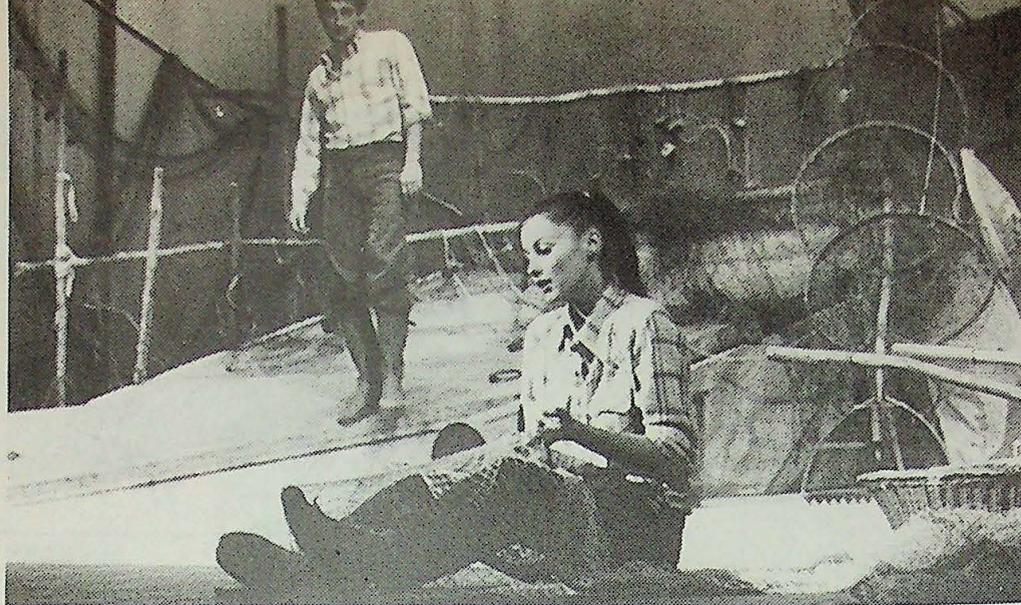
A mettre entre toutes les mains

Pannequin ne donne pas de recettes pour échapper au désir de s'immortaliser dans la peau d'un révolutionnaire professionnel. Non. Il raconte seulement. Avec la voix grave de quelqu'un qui sait, le souci du détail, de l'anecdote. Avec sobriété toujours, dans ce style limpide qu'on connaissait jadis aux instituteurs de villages. Pannequin est fier d'être instituteur. Jamais un mot plus haut que l'autre. L'ouvrage de Roger Pannequin tient du livre d'histoire, des mémoires, de la correspondance, des confessions, du manuel politique et du roman balzacien.

Un dernier mot. S'il fallait souhaiter qu'on mit un ouvrage entre toutes les mains qu'on y mette celui de Roger Pannequin. Il est sans haine, il ignore le ressentiment, il se veut libre de toute complaisance.

M. S.-J. ■

(1) Roger Pannequin, *Adieu, camarades*, Paris, éd. du Sagittaire, 1977, 379 p., 54 F. Du même auteur on pourra lire le premier des *Années* sans suite : *Ami si tu tombes*, éd. du Sagittaire, 1976.



théâtre

travailleurs et dragueurs des mers

Pêcheurs napolitains
face aux sociétés
de pêche industrielle :
les méfaits de la division

La pièce d'Armand Meffre, *le Brise Lames*, est née d'une enquête minutieuse auprès des pêcheurs de la côte du Languedoc et de ses étangs, particulièrement dans la région de Sète. Elle évoque, en des dialogues vifs et bien menés, la vie quotidienne de trois familles liées entre elles par leur origine napolitaine, mais qu'agitent de petites ambitions, de menues intrigues sentimentales. Des degrés différents de réussite sociale mettent quelques remous dans leur entente. Une sorte de hiérarchie non avouée, hiérarchie par l'argent, s'est instaurée entre les vieux camarades de pêche, dont l'un possède encore son bateau, tandis que l'autre est pêcheur à la part et que le troisième, devenu mareyeur, tire un bon bénéfice de la pêche des autres.

Cette hiérarchie, si elle n'a pas créé de mésentente profonde entre eux, les écarte de toute action conjuguée quand leur travail est menacé. Car en face d'eux se dresse la puissance sans cesse accrue des grandes compagnies de pêche concurrentes. Danger immédiat sur les marchés. Danger aussi pour l'avenir : draguant les fonds sans discrimination, elles dépeuplent les mers et leur action néfaste rejoint celle du monde industriel et de ses pollutions incontrôlées.

Cette histoire apparemment simple, Jacques Echantillon la fait naître d'un paysage marin — éperon rocheux et brumes — comme si elle appartenait déjà au souvenir — souvenir des robes blanches de l'été, des pique-niques près de l'eau, des chamailleries qui se résolvent en rires, des rendez-vous tendres dans les rochers où l'on ravaude à deux les filets... Ainsi la mise en scène unit-elle les gestes quotidiens à la nostalgie

d'êtres accordés à un pays qu'ils aiment et dont ils se sentent peu à peu dépossédés. La dernière réplique salue, loin sur la mer, le premier d'entre eux qui s'en va.

Tréteaux du Midi : un choix régional

Dernière création des Tréteaux du Midi, Centre Dramatique rayonnant sur cinq départements, *le Brise Lames* est défendu par de bons comédiens, presque tous originaires du midi. Jacques Echantillon affirme ainsi le caractère régional de son entreprise.

Que la pièce ait d'abord été présentée à Montpellier témoigne d'ailleurs d'un élargissement de l'audience du Centre. Bien implantés à Béziers et à Carcassonne, les Tréteaux du Midi étaient comme interdits de séjour dans la ville de Montpellier, privée jusqu'ici de toute vie culturelle. Sous l'impulsion de la nouvelle municipalité, qui a déjà prévu, pour les mois qui viennent, l'accueil de spectacles de qualité, un public va se former. Il est important pour un centre Dramatique que son travail puisse tenir sa place dans le théâtre qui se fait.

Dominique NORES ■

En novembre et décembre, les Tréteaux du Midi présenteront *le Brise Lames* à Béziers, Perpignan, Narbonne, Carcassonne, Arles, Nîmes, Mende et Alès.

cinéma

troisième festival de Paris

Un festival de moins. Du 2 au 8 novembre, ça été la fête de la pellicule

avenue de Wagram. Les cinéphages s'en sont donné à cœur joie avalant n'importe quel produit de 16 ou 35 millimètres ; les familles sont venues nombreuses comme au zoo (l'attrait d'une faune bizarre, bizarre...) mais les critiques ont tourné en rond. Pourquoi ? Parce que le menu de ce troisième festival a été souvent hasardeux, composé de films sans saveur. On y a joué la carte de l'espoir à la petite journée.

Ça a démarré plutôt mal : sur un film mexicain aux allures de pamphlet fantastique (*Pafnucio Santo*, de R. Corkidi), qui prétendait retrouver la voix du christianisme à travers la nomenclature des horreurs de ce bas-monde. Bon. Résultat curieux : sur des airs d'Opéras que les sous-titres traduisaient en chants révolutionnaires — *Aïda* devenait *l'Internationale* —, un bambin, au demeurant adorable, met une heure trente à chercher la Sainte Vierge pour lui faire un enfant Jésus. On croit rêver ! Heureusement, des comme ça, il n'y en eut qu'un !

Dès la seconde journée : le choc. C'était Chris Marker qui nous l'apportait. *Le fond de l'air est rouge* : un documentaire de quatre heures sur les tressaillements du monde moderne du Viêt-Nam à la chute d'Allende. Terriblement critique, voilà un film qui fera hurler. C'est que la vérité n'est pas toujours bonne pour tout le monde... Et puis, on ne hurle jamais assez, vive le film qui dérange !

Les quelques autres bons films parurent assez mièvres à côté de ce géant du film engagé : les soviétiques s'endormaient dans une rêverie sinistre sur l'héroïsme et la douleur pendant la dernière guerre et les Français faisaient joujou avec de pseudo histoires policières remaniées façon roman-feuilleton (*La nuit, tous les chats sont gris* de G. Zingg), quand ils ne sombraient pas dans la plus navrante pornographie déguisée en message intellectuel (*Une Sale Histoire* de J. Eustache)...

Chez les Américains, une belle surprise : *Roseland*, de James Ivory. Film étrange, volontairement démodé, qui raconte à travers trois histoires différentes — les joies et les peines du plus vieux dancing de New York, véritable cocon de rêve où se réfugiaient les solitaires des grandes villes. C'est un cinéma jamais vu, souvent tendre et toujours bien fait ; émouvant, même s'il joue carrément la carte du cœur et des larmes. Pour les pays de l'Est, la confirmation de Marta Meszaros (*Adoption*) qui, avec *Elles deux*, montrait qu'il existait une authentique parole de femme dans le cinéma. La Suisse parlait — enfin ! — du problème des vieillards (*Le dernier printemps*, de H. Brandt), mais sous la forme assez glacée du reportage. On aurait aimé une réflexion plus personnelle plaquée sur un film de fiction.

À part ça, des dizaines d'autres films que l'on n'a pas pu voir faute de temps, et la confirmation d'une crise du cinéma français qui, pour un festival, n'offrait pas une marchandise de tout premier choix, si l'on excepte Marker. Un festival triste, finalement, où manquaient drôlement la présence des Italiens (un film seulement) et celle des Espagnols, pourtant en pleine remontée.

Fabian GASTELLIER ■

Foot, « M.-L. », Brice, Carmaux, satellites, TV-gadgets, et quelques piques...

« Allez les verts ! Non, les bleus, les blancs, les rouges... Et ils ont intérêt à gagner, sinon... C'est classe contre classe ! Non : nation contre nation... Il faut sortir de la mouise... On est tous derrière vous... ».

Comment avez-vous fait pour ne pas déguster France-Bulgarie, la grande foot-party national-française, mercredi soir, qu'Antenne 2 retransmettait en direct, en monopole ? Impossible. A cause de l'escalade verbale qui a enfumé ce « sommet » depuis des jours et des jours. Et à cause des télévisions qui résonnent d'un « appart » à l'autre, dans les immeubles branlants ou minces. Ah, propriétaires ou locataires de « villas », que vous étiez heureux ce soir-là, si du moins vous n'aviez pas de poste, ou personne sous votre toit à réclamer sa ration de balle au pied et de grands enthousiasmes façon « stades ».

Il faut dire qu'en face, sur les autres chaînes — sans doute un peu dépitées — on n'avait pas mis le paquet : du macabre gentillet sur TF1, avec un télé-film : *La Mort amoureuse*, de René Fallet ; Et un film « ciné-club »... de 1935, sur FR3 : *Le Bonheur*, de Marcel l'Herbier, en l'honneur de ses « soixante ans d'image ». Oui, ça ne tenait pas la route.

Peut-être avez vous aperçu, le même soir, en hors-d'œuvre, à 19 h 40 sur FR3, la *Tribune libre* du Parti communiste - révolutionnaire - marxiste et léniniste, une dangereuse organisation au caramel dur, qui s'épuise à attirer ce qu'elle appelle « Le peuple » vers les charmes discrets de la semi-clandestinité. Et en dessert, au *Questionnaire* de « J.-C. S.-S. » la prestation de Brice Lalonde, un des porte-parole des Amis de la Terre (TF1, 22 h 10) : tomberont-ils à gauche, ou glisseront-ils en mars 1978 entre les deux eaux du ciel écologique ?

A part ça, on attend la rencontre historique, samedi 19 novembre, sur FR3 (20 h 30) entre Edmond Maire (celui de la CFDT) et Jean Jaurès (celui de l'*Humanité*) : après le Foch de Sanguinetti, le Rossel de Chevènement, le Law d'Edgar Faure, et avant le Victor Hugo de Marchais et l'Henri IV de Poniatowski, voici les verriers de Carmaux : trois mois de préparation, quatre semaines de tournage, une réalisation FR3-Antegor qui a mobilisé une trentaine de techniciens, quarante comédiens et

plus de trois cents figurants, sous la direction de Jacques Trebouta (réalisateur), avec une chanson de Marti (l'occitan), et l'inspiration d'Edmond Maire et de ses camarades.

La grève des verriers de Carmaux dans le Tarn — un Lip de 1895 — a été choisie par le leader de la CFDT pour sortir justement cette émission d'une personnalisation excessive. En contre-partie, pour permettre un « grand spectacle » et restituer la réalité malgré le budget limité de la production, la centrale syndicale a « offert » la participation de plusieurs centaines de ses adhérents qui ont joué quelque chose qui ressemblait à leur propre vie à Senlis, Choisy-le-Roi, Pouilly-sur-Seine, ou à la bourse du travail de Paris : manifestations de rue réprimées par la garde à cheval, AG de grévistes, arrivée des « jaunes » par le train et entrée de force dans l'usine, puis leur fuite et le ralliement à la grève : épique, véritable, convaincant.

L'histoire, en quelques mots, pour ceux qui n'auront pas pu la voir : le 31 juillet 1895, un patron renvoie deux syndicalistes. Grève spontanée. Croyant à une provocation, les leaders de la fédération du verre et Jean Jaurès, député de Carmaux, cherchent la négociation et recommandent la reprise du travail. Mais quand les ouvriers reviennent, c'est le lock-out, l'embauche de « jaunes », les bagarres, la troupe. A Paris, Jaurès interpelle le gouvernement... qui tombe. Le travail reprend après quatre mois de grève et pas mal de péripéties ; mais trois cents verriers restent sur le carreau, et constituent un an plus tard « la verrerie ouvrière » d'Albi...

La place manque pour causer des « J-T » transmis du monde entier par satellite dans le cadre du magazine *Vendredi*, de FR 3 : passons sur le contenu, mais l'instrument, et ce qu'on pourrait en faire, si... Ou des TV miniatures (écran de 5 cm x 5 cm) vendues à 1.500 F dans les pays anglo-saxons, et qu'on recevra en France en juin 1978 : gadget chéri, pour les fous de la télé, les mobiles, les amateurs d'ondes et de vibrations.

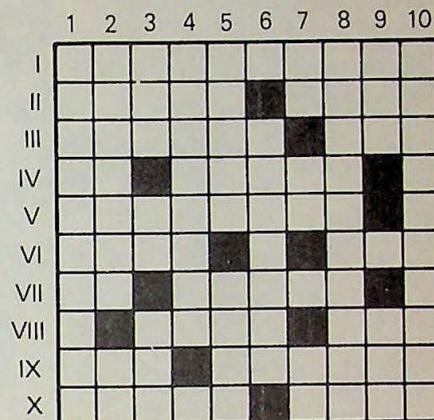
Et aussi pour éructer un peu sur le présentateur des informations du soir, sur Ant. 2 : Poivre d'Arvor, qui se prend de plus en plus pour Gicquel — son homologue de TF1 — parle à la première personne (alors qu'il a cent cinquante journalistes derrière

lui) et joue au grand prêtre façon « Network ». Ça, il faudra en reparler ; trop dégueulasse, trop dangereux.

Philippe MARIELLE ■

MTS COISES

Problème n° 39



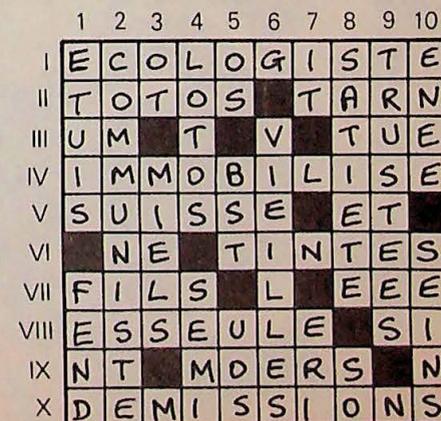
Horizontalement :

I. A ne pas confondre avec le politique ose prétendre Ceyrac ! II. Indiquas ; des envahisseurs peu écologistes. III. Des pauses ou une Allemande ; vieux service. IV. Epelé : malheureux le pays qui en a besoin, disait Brecht ; faisait le cerf. V. Thésaurisai. VI. Se récitait ; épelé ; rajeuni. VII. Se roulent ; s'est fait vraiment avoir. VIII. Non de Schmidt ; du grain dans le désordre. IX. Raconta les amours d'une Chouette et d'un Maître d'école ; ne nuance pas les tons. X. Esprits ; crochet.

Verticalement :

1. Son statut est débattu à gauche. 2. Homme d'ordre outre manche ; de bas en haut : donc connu. 3. Enlevé ; pronon ; tient à ses piliers. 4. Une prestation de Soisson, par exemple. 5. Enlevées ; prennent la mer en Bretagne. 6. Filtrant. 7. Interjection retournée ; dans un piano ; directions. 8. Il y en a encore quelques-uns qui échappent à Hersant. 9. Précèdent les autres ; un pote à Chirac au nom prédestiné. 10. Marque déposée

Solution du n° 38



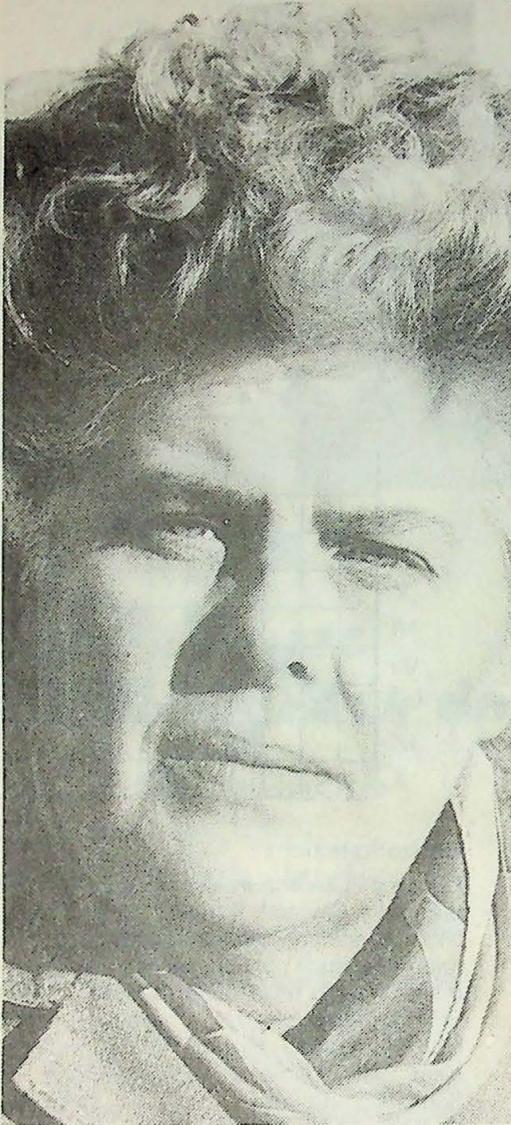


Photo M. Adda

Colette Magny

"Je chante pour la douleur de vivre"

Elle chante — pardon : elle crie — à l'Elysée Montmartre, du 14 novembre au 10 décembre, à l'heure (21 heures) où la nuit noie les confins paumés du Pigalle nocturne et du Montmartre des pauvres. Avec une voix d'octobre-novembre, une voix de corne de brume et de poulies qui grincent, une voix de vent qui gueule des orages, des naufrages, des révoltes avortées et recommencées, des colères désabusées.

Voix de blues ? On l'a trop dit après *Melocoton* qui fit d'elle, pour la presse, l'Ella Fitzgerald de la chanson française. Un succès qui l'a enlue dans la loi d'un genre qui, à l'époque, n'était pas le sien : être chanteuse de blues, pour Colette, ce n'est pas être Noir et Américain ; c'est savoir improviser — ce qu'alors elle ne faisait pas. Pas encore du moins. Car, aujourd'hui, il lui arrive d'improviser sur du free-jazz.

Voix de blues ? Nous ne l'écrivons pas puisque ça lui déplaît. Sauf pour retenir l'accent exotique — le côté arabe, le côté nègre et viscéral de la voix qui remue tendresse et détresse. Négritude mythique peut-être, qui désarçonne parfois l'ironie, l'humour — ou peut-être est-ce l'amertume ?

Car Colette Magny, chanteuse engagée, sincèrement, passionnément, naïvement, a connu les rebuffades, les déceptions, les



Photo Dir

Dessin E. Pignon



« gauchistes » qui lui ont reproché de « faire du fric sur le dos des travailleurs, parce qu'elle a fait un disque avec les travailleurs émigrés de Pennaroya, les durs de durs de la « Révolution selon la ligne » pour qui « la chanson, c'est chiant » et les gosses psychotiques — avec lesquels elle a tenté une expérience sonore étonnante — sans avenir puisque ça ne monte pas sur la barricade, ne défile pas et ne brâme pas l'*Internationale* sous les bannières déployées de l'avant-garde rouge.

Chansons populaires, chansons populistes, pour raconter les bâillonnés, les garotés, les assassinés, les « suicidés » de Stuttgart, les exilés du labeur paysan paumés dans le charbon des mines du Nord, les femmes de grévistes, les curés basques à qui on la fait boucler. Chansons ou plutôt paroles. Car autant que la voix comptent, dans le répertoire de Colette Magny, les mots : des mots simples pour une imagerie, moralisatrice peut-être, manichéenne sûrement, archaïque un peu, mais chaude, colorée, généreuse, directe d'une certaine idée du monde ouvrier.

Un voix qui donne envie de bouffer après, dans les troquets lugubres du quartier, une soupe à l'oignon brûlante pour réchauffer sa nostalgie.

José SANCHEZ